

ズーム
ZOOM
JAPON
www.zoomjapon.info
gratuit numéro 73 - septembre 2017
DOSSIER
La précarité progresse p. 6
VOYAGE
Aux origines du sumo p. 26
Dans un recoin de ce monde
Entretien avec Katabuchi Sunao
北條
©Fumiyo Kouno/Futabasha/Konosekai no Katsumini Project

ÉDITO Débat



Dans un pays où le taux de chômage est au plus bas et où les statistiques officielles reflètent le retour de la croissance, peut-on évoquer la question de la pauvreté ? Pour certains, c'est un faux débat et il ne convient pas de l'aborder ou du moins d'en nuancer la portée dans la mesure où il y a du travail pour tout le monde et le Japon est la troisième puissance économique de la planète. D'autres mettent en avant la forte poussée de la précarité dans une société qui avait longtemps vécu dans une certaine sécurité. A leurs yeux, les changements induits par la poussée de la mondialisation ont largement contribué à créer une classe pauvre. C'est ce sujet que nous avons voulu examiner dans ce numéro.

LA RÉDACTION
courrier@zoomjapon.info

LE REGARD D'ERIC RECHSTEINER

Nihonbashi, arrondissement de Chûô, Tôkyô



© Eric Rechsteiner

Symbole de la capitale japonaise, le pont Nihon (Nihonbashi) était le point de départ des principales routes du pays. Bâti initialement en bois en 1603 puis reconstruit dans sa version actuelle en 1911, l'ouvrage d'art n'est plus l'ombre de lui-même depuis qu'on a construit au-dessus de lui une autoroute aérienne pour les Jeux olympiques de 1964. Désormais, certains imaginent lui rendre la lumière du soleil pour les JO de 2020.

1% **Telle est la progression du PIB japonais d'avril à juin par rapport au trimestre précédent, selon les données préliminaires du gouvernement. En rythme annualisé, si l'embellie se poursuit, le Japon pourrait connaître une croissance de 4%. Une situation inédite depuis onze ans qui permet au Premier ministre ABE Shinzô de retrouver un peu le sourire.**

SOCIÉTÉ Le télétravail, une idée d'avenir ?

A trois ans des Jeux olympiques de Tôkyô, les autorités ont lancé une initiative pour inciter les Tokyoïtes à travailler chez eux pour éviter l'engorgement des transports. Mais l'expérience n'a pas été concluante. Selon les chiffres fournis par le gouvernement, seulement 60 000 employés de plus de 900 entreprises et administrations y ont participé. Il y a donc encore beaucoup à faire.

ECONOMIE Japan Display en panne

Japan Display va supprimer près du tiers de ses effectifs mondiaux. Le spécialiste japonais des écrans LCD de smartphones et tablettes, acculé à une restructuration d'ampleur, a annoncé la suppression de 3 500 emplois à l'étranger et 240 au Japon. Le groupe ne donne pas de précisions sur les pays concernés par sa décision, mais ses usines à l'étranger se trouvent essentiellement en Chine et aux Philippines.


祝三周年
atsuatsu
Donburi
Yakisoba
ありがとう
Takoyaki
Atsu Atsu,
le spécialiste
de l'Okonomiyaki
façon Hiroshima
à Paris !
Déjà 3 ans !
Merci à tous !
atsuatsu
88 rue de Richelieu 75002 Paris
Tél : 01 42 60 82 74
www.atsuatsu.fr
Lundi au Jeudi : 12h-14h30 / 19h-22h
Vendredi, Samedi :12h-14h30 / 19h-22h30
reservationrichelieu@atsuatsu.fr

SÉRIE Ne jamais abandonner ses rêves

A 27 ans, ASANO Moteki s'est lancé dans un projet de restauration tout en ne renonçant pas à son envie d'enseigner.



ISHINOMAKI HIBI SHIMBUN

Pour ASANO Moteki, Ishinomaki est une ville qui offre aux jeunes l'opportunité de tenter leur chance.

C'est en avril 2016 que, pour la première fois dans la région, un magasin spécialisé dans les "French toasts" (variété de pain perdu) s'est ouvert dans le quartier commercial provisoire situé dans le centre-ville d'Ishinomaki. Le gérant de *Nice Picnic Day*, ASANO Moteki est originaire de Nagoya, mais a vécu toute sa jeunesse dans le village d'Otari au cœur des Alpes japonaises. *"Si j'avais quelque appréhension en arrivant ici, je peux dire, à présent, que j'ai des amis avec qui je m'entends bien. Maintenant, mon objectif c'est d'obtenir le droit de résidence permanent à Ishinomaki !"*, confie-t-il en souriant.

A 8 ans, quand il avait dû s'installer à Otari en raison du travail de ses parents, il y avait très peu d'enfants dans sa nouvelle école. Aussi l'avait-il bien apprécié, car les enseignants et les élèves étaient très proches les uns des autres, alors qu'à Nagoya, il avait eu du mal à s'intégrer dans la classe. Après le collège, ASANO Moteki a suivi sa scolarité par correspondance tout en travaillant dans une usine de ferronnerie suite à des problèmes financiers. Après le lycée, bien que souhaitant devenir enseignant, il a continué de travailler en usine pendant deux ans *"parce que je n'avais pas d'autre choix."* Deux années plus tard, à 20 ans, un proche de la famille l'a aidé financièrement à s'inscrire à l'Université Nihon-Fukushi, spécialisée dans le domaine du soutien social et éducatif.

A la fin de sa première année universitaire lorsque s'est produit le séisme, il s'est immédiatement porté volontaire pour répondre à la demande d'aide relayée par l'université. On craignait alors, qu'un autre séisme de grande ampleur ne se produise, également dans la région de Tôkai, au sud de l'archipel. *"J'ai considéré cette demande comme une véritable mission"*, raconte-t-il. Un mois après la catastrophe, ASANO Moteki était toujours présent à Ishinomaki. Tout le reste de ses longues vacances, il les a passées à se lancer dans d'autres activités bénévoles. Mais le temps était venu de faire un choix professionnel. Certes, son rêve était toujours de devenir enseignant, mais d'un autre côté, il s'était attaché à Ishinomaki et à ses habitants qu'il côtoyait souvent. Ce n'était pas facile de trancher. En dernière année universitaire, en juillet, n'ayant toujours pas pu choisir entre les deux possibilités, il s'est présenté aux concours de recrutement des enseignants pour les préfectures d'Aichi et de Miyagi. Mais, il a échoué. En septembre, lors d'un stage de rattrapage, un professeur lui a glissé à l'oreille : *"si tu veux vraiment devenir enseignant, tu pourras toujours tenter le coup plus tard"*. Il s'est alors dit : *"Je remets à demain ce que je ne peux pas faire aujourd'hui"*.

En février, un mois avant les examens de fin d'études, il a finalement décidé de s'installer définitivement à Ishinomaki. Il a participé à l'ouverture d'un restaurant associatif, tout en effectuant des petits boulots de pêche et de chantier, et, à aucun moment, il n'a songé quitter Ishinomaki. Profitant de ses expériences dans le domaine de restauration, il a ouvert *Nice Picnic Day* qui correspond tout à fait à son souhait de créer *"un lieu ouvert à tous"*.

"Avec d'autres, nous travaillons dans le secteur de la restauration au travers duquel nous souhaitons créer une communauté. L'an dernier, j'ai été submergé par des tas de questions administratives. Cette année, nous allons essayer de faire participer un maximum de personnes à divers événements et ce ne sont pas les idées qui manquent", assure-t-il. Il ne sait pas s'il réussira ou non. *"Le succès n'est pas l'élément le plus important. Ce qui est primordial c'est que les jeunes puissent continuer à s'impliquer dans ce lieu"*, explique-t-il. Dans cette ville d'Ishinomaki, ASANO Moteki est bien déterminé à relever le défi.

OHMI SHUN, HIRAI MICHIKO


long métrage
ANNECY 2017
Prix du jury
WINNER
ANIMATION OF THE YEAR
THE 40TH JAPAN
ACADEMY FILM PRIZE
Dans un
Recoin
de ce Monde
Un film de Sunao Katabuchi
"Un petit bijou"
★★★★★ StudioGhibli.fr
AU CINÉMA LE 6 SEPTEMBRE
MAPPA
GENCO
CAHIERS CINEMA
EASTASIA
àVOIR àLIRE
20 minutes .fr
SENSCRITIQUE
ZOOM JAPON
Courrier international
Télérama



Jérémie Souteyrat pour Zoom Japon

Tirelires à la sortie de la cantine solidaire Dandan dans lesquelles les enfants (à gauche) et les adultes (à droite) introduisent la pièce pour payer leur repas.

Pauvres d'eux

Les 25 années de crise que le Japon a traversées a laissé de profondes blessures qui ont du mal à être guéries.

Il y a tout juste 40 ans, le gouvernement japonais avait réalisé un sondage sur la perception que ses administrés avaient de leur vie. 90,5 % des personnes interrogées estimaient alors qu'elles appartenaient à la classe moyenne *(chûryû)*. De cette quasi-unanimité est née l'expression *Ichioku sôchûryû* que l'on pourrait traduire par "ces quelque 100 millions de membres de la classe moyenne". Autrement dit, malgré l'existence de disparités sociales – car il existait bien sûr des riches et des pauvres –, les Japonais avaient l'impression de vivre dans un pays où la pauvreté n'était pas un état permanent puisque la société offrait suffisamment de perspectives pour qu'un jour les moins favorisés puissent sortir de leur condition. Le fonctionnement de la société était tel qu'il avait tendance à gommer les inégalités. Dans les entreprises, notamment les plus grandes d'entre elles, l'emploi à vie et le salaire à l'ancienneté assuraient à leur manière le rôle d'ascenseur social. Il n'y avait donc presque aucune raison de ne pas être optimiste et de considérer son voisin comme son égal. Certes, il y avait bien quelques points noirs comme le célèbre quartier de San'ya à Tôkyô où se concentraient le sous-prolétariat urbain. Mais à cette époque, alors que la très grande majorité de la population se sentait appartenir à la classe moyenne, il était assez facile de fermer les yeux sur cet endroit qui accueillait jusqu'à 20 000 journaliers.

Quarante ans plus tard, une autre expression a vu le jour. Elle n'a pas encore la même notoriété que celle de 1977, mais elle pourrait connaître une certaine longévité si la situation se prolonge. Elle a été utilisée par AMAMIYA Karin (voir pp. 7-8), ancienne chanteuse punk devenue militante sociale, pour le titre de son livre sorti début 2017 : *Ichioku sôhinkon jidai.* Traduit littéralement, "l'ère des quelque 100 millions de pauvres" fait évidemment écho aux "quelque 100 millions de membres de la classe moyenne" des années 1970 et illustre bien le changement d'état d'esprit dans le pays. Fini le temps où l'optimisme prévalait, place au pessimisme. La crise qui a suivi l'éclatement de la bulle économique à la fin des années 1980 n'est bien sûr pas étrangère à cette évolution. L'effondrement du système de gestion à la japonaise a favorisé l'émergence d'une société où la précarité gagne du terrain. Selon le ministère des Affaires générales, entre 2007 et 2016, le nombre de contrats précaires a augmenté de 2,8 millions tandis qu'au cours de la même période, ce sont 850 000 CDI qui ont été supprimés. Au-delà du sentiment d'insécurité que ces chiffres peuvent procurer, il y a une réalité économique et sociale qui l'accompagne. Il y a une nette augmentation de la pauvreté dans l'archipel dont on ne parvient pas à saisir précisément l'ampleur. Elle est bien présente et pèse quoi qu'on en dise sur le pays. Les mesures de relance économique prises par le gouvernement ABE depuis 2012 ont certes permis d'améliorer la croissance, mais celle-ci ne semble pas profiter à la population qui reste en marge et participe peu comme le montre l'impossible objectif de 2 % d'inflation voulu par la Banque du Japon, mais que l'institution repousse année après année. Car l'idée de vivre dans une société précarisée et appauvrie pousse les Japonais à se sentir exclus. Il reste beaucoup à faire pour recréer les conditions d'un pays où l'écrasante majorité de sa population pourra rêver à des lendemains qui chantent.

ODAIRA NAMIHEI

DÉFI Celle qui se bat contre la précarité

La pauvreté et la précarité gagnent du terrain au Japon. C'est ce que dénonce avec vigueur AMAMIYA Karin.

Kôenji , quartier à l'ouest de Tôkyô, est célèbre pour attirer de nombreux agitateurs culturels et sociaux. Ce n'est pas par hasard si les manifestations antinucléaires à la suite du 11 mars 2011 (voir *Zoom Japon* n°10, mai 2011) ont commencé ici. Née en 1975 et appartenant à ce qu'on appelle la "génération perdue" *(rosujene)* japonaise, AMAMIYA Karin a été la chanteuse du groupe punk ultranationaliste, The Revolutionary Truth, mais s'est faite connaître au cours des 15 dernières années comme écrivaine prolifique et militante en faveur des travailleurs pauvres. Elle a abordé de nombreux sujets comme le harcèlement, la régression sociale et le suicide, mais par cet après-midi chaud de juillet, nous nous sommes mis à réfléchir sur la nouvelle poussée de pauvreté qui frappe le Japon.

Ce que beaucoup de gens ne savent pas, c'est qu'entre l'âge de 19 et 24 ans, AMAMIYA Karin a travaillé comme *furitâ* [*freeter* : néologisme forgé à partir du terme anglais *free* et du mot allemand *arbeiter* pour désigner des personnes qui ne trouvent pas ou ne veulent pas un emploi à temps plein] et connaît parfaitement les problèmes qu'elle aborde souvent. *"Je suis née à Hokkaidô, mais je me suis installée à Tôkyô en 1993"*, raconte-t-elle. *"Je voulais faire des études d'art, mais j'ai échoué à l'examen d'entrée. Je me suis inscrite dans un* yobikô *[boîte à concours]. Mais j'ai finalement renoncé à mon rêve en 1994 et j'ai commencé à chercher un emploi à la place. Malheureusement, la situation économique étant difficile, trouver un boulot décent relevait de la gageure. Finalement, j'ai enchaîné les petits boulots mal payés, comme assistante commerciale ou serveuse. Plus tard, j'ai même travaillé dans un bar à hôtesses, car c'était plus rémunérateur."*



AMAMIYA Karin a fait de la lutte contre le précariat son principal cheval de bataille.

Jérémie Souteyrat pour Zoom Japon

Au bout de quelques années, la vie d'AMAMIYA et de ses amis était si difficile qu'ils pensaient ne jamais pouvoir s'en sortir. *"Imaginez faire un boulot peu qualifié et fastidieux, mal payé et qu'on peut vous retirer à tout moment. C'était en fait une pratique illégale, mais nous ne le savions pas à l'époque. Nous avions l'habitude de dire à moitié en plaisantant qu'une fois nos parents disparus, nous finirions probablement dans la rue"*, se souvient-elle. *"Il suffisait de s'absenter quelques jours à cause d'un mauvais rhume pour ne pas avoir assez d'argent pour payer le loyer ou la facture de gaz. A l'époque, je pensais vraiment que je deviendrais SDF."* A l'époque, la plupart des gens pensaient que les *furitâ* étaient des esprits libres qui refusaient de chercher un emploi à temps plein, mais AMAMIYA Karin se sentait tout sauf libre. *"Nous ne pouvions tout simplement pas échapper à notre situation. Et, nous étions considérées comme des personnes sans attache et sans aucun sens du devoir social, et ne se souciant pas de leur avenir. C'était comme un mantra et, finalement, j'ai commencé à croire à ces paroles. J'ai commencé à penser qu'il y avait quelque chose qui ne tournait pas rond dans nos têtes."*

Mais au début des années 2000, elle a changé d'avis en commençant à s'impliquer dans un militantisme social. *"Je me suis intéressée à ce sujet en 2006,* dit-elle. *En 2000, j'avais quitté ma "carrière" de furitâ pour devenir écrivain. Je suis tombée sur le mot "précariato" [terme italien pour désigner un travail temporaire ou occasionnel] sur Internet et cela m'a rappelé ma situation antérieure. J'ai donc décidé de participer au rassemblement organisé le 1er mai 2006 par un syndicat de furitâ. C'est là que je me suis rendue compte à quel point le néolibéralisme et la mondialisation avaient fait du marché du travail un cauchemar. Avant, j'avais déjà le sentiment que les gens qui m'entouraient souffraient et se suicidaient non seulement à cause de problèmes personnels, mais aussi en raison du chômage structurel. Mais en ce 1er mai, entourée de personnes qui partageaient les mêmes problèmes que moi, j'ai vu combien d'entre nous avaient été laissés pour compte. C'étaient des gens à qui les classes privilégiées avaient dit qu'ils devaient s'en prendre à eux-mêmes et non à l'État ou aux grandes entreprises pour leurs conditions de vie. C'est ce qui m'a décidée à épouser leur cause."*

Le terme "precariato" et ses dérivés sont utilisés

dans de nombreux pays occidentaux, mais avec des significations et des connotations légèrement différentes. AMAMIYA Karin est la personne qui a le plus contribué à populariser le terme au Japon. *"Pour moi, ce mot concerne toutes les personnes dont les conditions de travail sont instables et qui ne connaissent pas la sécurité de l'emploi : les* furitâ, *les NEET [Not in Education, Employment or Training, personnes sorties du système scolaire sans perspectives] et les travailleurs pauvres. Mais il concerne aussi les chômeurs et ceux qui ont officiellement un emploi stable mais qui, pour différentes raisons, sont soumis à une pression constante au travail et risquent de perdre leur emploi à tout moment"*, explique-t-elle.
A ce propos, deux ans après s'être lancée dans sa carrière d'écrivain, AMAMIYA Karin est tombée par hasard sur *Le Bateau-usine* [*Kanikôsen*, éd. Allia]. Écrit en 1929 par KOBAYASHI Takiji, ce roman est l'histoire de l'équipage d'un bateau-usine qui se rebelle contre ses conditions de travail difficiles. Considéré comme l'un des meilleurs exemples de la littérature prolétarienne marxiste, il a été récemment redécouvert et connu un succès phénoménal dans l'archipel. *"J'ai été étonnée de constater à quel point les conditions de travail avaient peu changé en 80 ans. Certaines personnes pensent que ce livre est une relique appartenant à une période historique très différente, mais pour moi, c'est tout à fait d'actualité. Par exemple, les lois actuelles en matière d'embauche, de gestion et de licenciement des travailleurs dits contractuels permettent aux entreprises d'exploiter leurs employés comme ils le souhaitent, même plus que ceux qui travaillent pour des agences d'intérim. C'est exactement ce que le roman décrivait. Il est incroyable de voir que beaucoup de personnes au XXIe siècle travaillent dans des conditions aussi difficiles que leurs grands-pères."* Au cours des dernières années, plusieurs syndicats ont été créés pour répondre aux différentes situations liées au précariat. Des étudiants aux *furitâ*, en passant même par les hôtesses de club, chaque groupe a son organisation syndicale.
Cela dit, AMAMIYA Karin doit admettre que les conditions de travail des personnes concernées ne se sont pas améliorées autant qu'elle l'espérait. *"J'ai suivi la vie de nombreuses d'entre elles au cours des dix dernières années, et dans l'ensemble, elles mènent encore des vies très instables. Les gens que je connais ont dix ans de plus, ce qui signifie qu'ils ont encore plus de difficultés à trouver un emploi. Selon le gouvernement, l'économie japonaise s'est améliorée au cours des dernières années, mais cette amélioration supposée n'a pas eu de conséquences positives sur la vie des* furitâ *ni sur celle des travailleurs pauvres."*
Parmi les arguments positifs que le gouvernement japonais met en avant dans les médias figure le très faible taux de chômage. Ce dernier est censé être la preuve que la situation des travailleurs japonais est meilleure que ce que les critiques affirment. Cependant, AMAMIYA Karin fait partie de ceux qui pensent qu'il ne faut pas prendre les chiffres officiels pour argent comptant. *"Dans leurs calculs, ils n'incluent pas les personnes qui ont abandonné la recherche d'un emploi et d'autres catégories habituellement couvertes dans d'autres pays. Par ailleurs, beaucoup de ceux qu'on présente comme des employés appartiennent à tous les groupes défavorisés dont nous avons parlé plus tôt. Bien sûr, ils ont un travail, mais cela ne signifie pas que leur situation économique est stable. Pour moi, mettre des* furitâ *et des travailleurs pauvres au même niveau que les salariés réguliers relève de la tricherie"*, affirme-t-elle.



Ichioku sôhinkon jidai (L'Ere des quelque 100 millions de pauvres) publié par Shûeisha International est le dernier livre d'AMAMIYA Karin.

Alors que le stéréotype du travailleur pauvre en fait une personne appartenant à la classe moyenne inférieure et possédant une éducation limitée, on constate que la plupart des *furitâ* ont un haut niveau d'étude. *"Vous devez avoir en tête qu'actuellement environ 60 % des jeunes en recherche d'emploi sont en mesure de trouver un travail régulier"*, explique-t-elle. *"Dans une telle situation, avoir obtenu son diplôme universitaire n'aide pas. Au contraire, parfois, cela devient un problème supplémentaire parce que ces personnes sont surqualifiées. Par ailleurs, la poursuite d'une carrière académique en tant que professeur ou chercheur est devenue de plus en plus difficile."*
AMAMIYA Karin critique particulièrement la manière dont le Premier ministre ABE traite ces individus. *"En fait, c'était l'ancien Premier ministre KOIZUMI Junichirô (2001-2006) qui a commencé à évoquer "la responsabilité personnelle" comme si leur situation résultait de défauts personnels au lieu d'être le fruit d'une politique concertée pour protéger les intérêts économiques acquis. ABE n'a non seulement rien fait pour remédier à ce problème, mais il a effectivement aggravé la situation avec la loi de 2013."* Bien que les travailleurs pauvres ne soient pas exactement riches, il y en a désormais tellement que des entreprises se sont créées pour s'occuper d'eux et parfois exploiter leur condition. C'est ce que l'écrivain KADOKURA Takashi appelle *"le business de la pauvreté"*. *"Vous avez par exemple des agents immobiliers spécialisés dans les appartements pour lesquels on ne demande pas de cautions ou de loyers d'avance,* note AMAMIYA Karin. *Il y a aussi ceux qui cherchent activement des sans-abris et d'autres personnes qui perçoivent des prestations sociales. Ils leur fournissent des logements modestes et trois repas par jour en échange des aides reçues de l'État. Une autre forme du business de la pauvreté concerne les prêts aux étudiants. Au Japon, nous les appelons des bourses, mais cet argent n'est pas gratuit. Ils doivent être remboursés et beaucoup de gens sont pris dans un cycle infernal de dettes."*
Si l'on fait abstraction de la propagande, la politique économique gouvernementale connue sous le sobriquet Abenomics ne semble pas porter les fruits escomptés et la situation économique globale s'est même, semble-t-il, aggravée. Un sondage récent montre que pour 62,4 % des Japonais leurs conditions de vie sont difficiles. Comme le souligne AMAMIYA Karin, le revenu annuel moyen diminue et on n'a jamais compté autant de personnes gagnant moins de 2 millions de yens [15 570 euros] par an. *"Beaucoup de gens sont déprimés après avoir vécu tant d'années au bas de l'échelle. Nous vivons aujourd'hui dans l'ère de la société à deux vitesses, et les riches privilégiés ne se préoccupent pas vraiment de ce qui arrive aux autres. Cependant, cette situation pose un grand risque pour l'ensemble de la nation. Maintenant, de moins en moins de personnes sont en mesure de se marier et d'avoir des enfants. Cela explique que la population japonaise diminue. Si les choses ne changent pas rapidement, nous allons vers la disparition. Je vois beaucoup de découragement chez les personnes de mon âge."*
"Cela dit, de plus en plus de personnes, en particulier chez les jeunes adultes, rejoignent les syndicats et d'autres groupes liés au mouvement des précaires. Dans ce sens, c'est un bon signe pour l'avenir. La lutte pour de meilleures conditions de vie n'est pas encore morte. J'espère vraiment que la jeune génération va propulser un changement parce que, pendant trop longtemps, les Japonais ont vécu dans un état de sidération", ajoute-t-elle. Bien que l'avenir du Japon soit loin d'être rose, AMAMIYA Karin estime qu'il y a beaucoup de choses que le gouvernement peut et doit faire pour améliorer les choses. *"Tout d'abord, il devrait augmenter le salaire minimum. Ensuite, l'État devrait allouer plus d'argent pour soutenir les pauvres, pour l'école et l'éducation des enfants"*, dit-elle. *"Les politiciens se plaignent toujours qu'il n'y a pas assez de ressources à consacrer aux jeunes et aux nécessiteux, mais, à mon avis, une politique budgétaire plus équitable serait un très bon moyen de redistribuer la richesse."*

JEAN DEROME

MOBILISATION **Un système à améliorer**

A la tête de Second Harvest, Charles McJilton ne cache pas ses frustrations face à la réalité de la situation.

Dans la société japonaise à deux vitesses, où les quelques privilégiés se font plus riches alors que les pauvres doivent lutter chaque jour, deux données attirent l'attention :1) Le taux d'autosuffisance alimentaire du Japon est de 39%. 2) 17,8 millions de tonnes de nourriture sont détruites chaque année. Pendant de nombreuses années, il n'y avait pas de filet de sécurité alimentaire dans l'archipel jusqu'au jour où, en 2000, un groupement d'associations à San'ya (le quartier des travailleurs journaliers et des SDF à Tôkyô) a mis sur pied ce qui deviendra Second Harvest Japan (SHJ), une ONG ayant accès aux excédents de nourriture pour les redistribuer aux personnes nécessiteuses. SHJ s'est formellement constituée en mars 2002 en tant que première banque alimentaire au Japon. Impliqué dans l'aventure depuis ses débuts, l'Américain Charles-McJilton en est aujourd'hui le directeur exécutif. Zoom Japon l'a rencontré pour évoquer la situation dans l'archipel.



Jérémie Souteyrat pour Zoom Japon

Second Harvest a distribué 4 millions de repas en 2016.



Pouvez-vous donner quelques chiffres concernant vos activités ?

Charles McJilton : Nous avons commencé très petit. En 2008, nous n'étions encore que trois. Mais aujourd'hui, nous avons 26 employés et nous pouvons compter sur environ 110 bénévoles chaque semaine. L'année dernière, ces derniers nous ont fait don de 33 000 heures, ce qui est incroyable. Plus de 1 350 entreprises ont signé des accords avec nous, et l'année dernière nous avons distribué quatre millions de repas.

D'où tirez-vous vos fonds ?

C. M. : 75 % de notre financement proviennent d'entreprises. 15 % proviennent de fondations, d'organisations religieuses et d'écoles. Les 10% restant sont le fruit de dons individuels. Rien ne vient du gouvernement. Nous avons reçu par le passé des aides gouvernementales pour quelques projets, mais c'est très difficile à utiliser. L'un des problèmes est qu'on doit avancer le coût du projet pendant neuf à douze mois. Ce n'est qu'après l'achèvement du projet que vous pouvez récupérer l'argent, et c'est le gouvernement qui décide combien vous pouvez recevoir.

Comment distribuez-vous la nourriture à ceux qui en ont besoin ?

C. M. : Nous avons une cuisine centrale qui prépare et assure la distribution de la nourriture à l'extérieur comme par exemple dans le parc d'Ueno. Ensuite, nous avons une banque alimentaire qui fournit la livraison en gros de nourriture aux institutions de protection sociale, à des associations, à des organisations religieuses et à des groupes communautaires. Elle distribue directement aussi des aliments périssables et non périssables aux ménages. Les gens peuvent se rendre à l'un de nos quatre centres entre 14h et 16h pour y retirer de la nourriture. Enfin, nous disposons d'un camion qui sert de centre de distribution mobile. Nous avons des emplacements publics où les gens peuvent venir chercher de la nourriture. Le problème à Tôkyô, c'est qu'il n'y a pas assez de points de distribution par rapport à d'autres grandes villes. Même sans parler de New York qui compte 1 100 points de distribution, à Hongkong on en trouve 160. A Tôkyô, il n'y en a, à peine, que 10.

SHJ est ouvert à tous, y compris les étrangers comme les réfugiés. Je suppose que leur nombre a augmenté ces derniers temps?

C. M. : Oui, nous avons servi des personnes originaires de 65 pays différents au cours des trois dernières années. Le nombre de Japonais a aussi augmenté, ce qui est également une bonne chose. Mais ne vous méprenez pas, je sais que cela semble étrange de dire que je suis heureux de voir plus de gens venir parce que c'est comme si je les considérais comme des clients. Même quand je dis à quelqu'un: *"J'espère vous revoir"*, en fait, en tant que banque alimentaire, je ne veux plus les revoir. Ce que je veux dire, c'est que je les respecte et qu'ils seront toujours les bienvenus ici. Donc, si vous avez besoin de venir, vous pouvez venir à tout moment.

Combien de nourriture reçoivent les gens par mois ?

C. M. : Entre 12 et 15 kilos, ce qui équivaut à environ 32 repas. Ils reçoivent des aliments périssables et impérissables.

Avez-vous un système de contrôle ?

C. M. : La première fois que vous vous présentez, nous ne demandons aucun document. Si vous avez besoin d'aide au-delà de la première fois, nous réclamons une lettre d'introduction. Il existe actuellement environ 120 agences qui peuvent fournir ce papier. Après avoir vérifié les papiers d'identité, nous vous envoyons à l'agence la plus proche. Une fois cette formalité remplie, vous obtenez des aliments une fois par mois, en général six fois par an. Dans des cas particuliers, comme les réfugiés qui attendent d'aller dans un pays tiers et n'ont aucun moyen de travailler et de gagner de l'argent, ils peuvent obtenir de la nourriture tous les mois aussi longtemps qu'ils en ont besoin. Nous avons dû mettre en place ce système il y a quelques années, car nous avons constaté qu'il y avait des gens de certains pays qui venaient ici comme s'ils faisaient du shopping. Bien sûr, nous sommes heureux de donner de la nourriture, mais idéalement, nous voulons la donner aux personnes qui en ont vraiment besoin.

En 2013, vous avez commandé une étude sur la pauvreté et la conclusion était que le taux de pauvreté réel au Japon est beaucoup plus faible lorsque d'autres facteurs sont pris en considération. De quels facteurs parlez-vous ?

C. M. : A l'époque, le gouvernement reprenait les statistiques de l'OCDE selon lesquelles le taux de pauvreté du Japon était d'environ 15 %, mais je n'étais pas sûr que cette donnée soit vraiment correcte dans la mesure où certaines des questions sociales communément associées à la pauvreté n'existent pas ici. Par exemple, il n'y a pas beaucoup de sans-abris. Nous avons ainsi vu le nombre de sans-abris chuter de plus de 50 % au cours des 5 dernières années, passant de 15 000 à 6 200 au niveau national. De plus, les données démographiques pour les personnes dans les rues sont assez limitées : 98 % d'hommes avec une moyenne d'âge de 55 ans et 60 % sont d'anciens travailleurs journaliers. De plus, les taux de chômage et de criminalité sont bas. Enfin nous n'avons pas une forte demande pour nos services malgré un seuil très bas pour en profiter. Alors pourquoi ce chiffre ? Une entreprise avec laquelle nous travaillons a examiné pour nous ce problème et nous avons obtenu des informations intéressantes. Je vais vous donner quelques exemples: 1) l'épargne moyenne par foyer est de 212 000,00 euros ; 2) les parents isolés. Leur taux de pauvreté est assez élevé – 50 % –, mais beaucoup d'entre eux vivent chez leurs parents. En d'autres termes, en tant que parents célibataires, leur revenu est faible, mais leur situation globale n'est pas aussi mauvaise. Je suis donc parvenu à la conclusion que le taux réel de pauvreté au Japon se situe entre 10 et 12 %. Ce qui me semble plus réaliste.

Vous semblez avoir le même avis sur la pauvreté touchant les enfants.

C. M. : A la fin du mois de juin, le ministère de la Santé, du Travail et du Bien-être a signalé que la pauvreté chez les enfants japonais avait chuté pour la première fois depuis 12 ans (selon les données recueillies en 2015). Il est vrai que le Japon est parmi les plus mal classés des pays membres de l'OCDE, mais à mon avis, la pauvreté des enfants est exagérée au Japon, probablement parce que les enfants sont notre avenir et que nous avons tendance à nous concentrer sur eux.



Jérémie Souteyrat pour Zoom Japon

Charles McJilton critique la "mentalité villageoise" qui habite les Japonais.

La Nippon Foundation [voir p. 12] ne semble pas être d'accord avec vous. En septembre dernier, elle a publié un ouvrage intitulé *La Pauvreté des enfants peut détruire le Japon*.

C. M. : Ha ha ha ! C'est une bande d'universitaires. La prochaine fois que vous les rencontrerez, demandez-leur à combien de personnes ils ont réellement parlé ! Et pourquoi ils n'ont pas contacté SHJ. Parce qu'ils nous connaissent. Ils savent que nous avons de la nourriture à donner. Le problème est que le Japon est affecté par ce qu'on appelle *mura shakai*, c'est-à-dire "la mentalité villageoise". Prenez, par exemple, les *kodomo shokudô* [les cantines pour enfants, voir pp. 11 et 12]. On dit qu'il en existe actuellement 400 dans l'archipel. Tout le monde dit que c'est une chose merveilleuse, et je suis d'accord avec ça. Mais ils ne sont ouverts qu'une fois par mois, une fois par semaine au plus. Pourquoi ne le font-ils pas plus souvent ? À quoi cela sert-il si vous n'êtes ouvert que de temps en temps ? C'est l'illustration de la déconnexion entre le fait d'évoquer un problème et de faire quelque chose pour le résoudre. C'est n'importe quoi. Maintenant, je vais vous raconter une histoire vraie. Un homme originaire de l'arrondissement d'Adachi (le plus pauvre des 23 arrondissements de la capitale) est venu ici, il y a quelque temps, pour voir comment nous travaillions et il m'a dit qu'il avait un programme de petit-déjeuner. Je lui ai dit : *"c'est formidable ! Combien de fois par semaine l'assurez-vous ?"* Il m'a répondu : *"nous le faisons dix fois par an"*. *"Seulement dix fois par an ?"* Je lui ai donc demandé pourquoi il ne le faisait pas plus souvent, s'il avait des difficultés pour obtenir de la nourriture. Si c'est cela le problème, nous pouvons lui en fournir. Il m'a alors dit : *"Eh, muzukashii"*, ce qui signifie *"c'est difficile (de planifier tout cela)"*. Ils ont tellement d'enfants affamés qui en ont besoin, mais il semble se contenter de les nourrir dix fois par an. Mais je suis obstiné et comprends la façon dont les Japonais fonctionnent, alors j'ai dit : *"Dans ce cas, pourquoi ne rassembles-tu pas toutes les personnes concernées (les enseignants, les élèves, etc.) et n'organises-tu pas une réunion avec mon équipe ?"* Finalement, il a accepté d'organiser une réunion... juste pour l'annuler un peu plus tard quand il a compris ce que nous avions vraiment voulu dire. Car encore une fois, ils ont cet esprit de clocher de gens qui ne veulent pas travailler avec d'autres. Beaucoup de personnes impliquées ne sont pas des professionnels rémunérés. Ils veulent tous sentir qu'ils font quelque chose de bien, quel que soit le résultat, mais ils n'acceptent aucune critique constructive. C'est pourquoi, au Japon, vous n'obtenez pas ce genre de discussion franche.

Le secteur associatif au Japon est plus restreint et moins avancé que dans des pays comme les Philippines ou l'Inde, en termes de professionnels rémunérés, d'influence sur les politiques publiques et de reconnaissance par le grand public. Pourquoi pensez-vous que moins de 30 % des Japonais font confiance aux ONG ?

C. M. : De nombreux Japonais ne voient pas pourquoi le bien-être social devrait être pris en charge par le gouvernement ou les entreprises. Deuxièmement, les gens ordinaires n'ont généralement pas la possibilité de s'engager dans des associations, donc ils ne savent pas comment elles fonctionnent. Et enfin, les gens ici n'ont pas le sentiment de collaborer les uns avec les autres comme on peut le voir dans d'autres pays. Vous pouvez le voir même parmi les associations elles-mêmes comme je vous l'ai raconté. Ils semblent ne pas avoir une vision d'ensemble. Des gens me disent parfois *"Eh bien Charles, juste donner de la nourriture aux gens ne change pas vraiment la situation."* Je leur réponds qu'ils ont raison. Vous avez 100 % raison. Mais ce que nous faisons ici, c'est de répondre à un besoin humain fondamental.

PROPOS RECUEILLIS PAR **J. D.**

SOLIDARITÉ **Dandan ou les enfants d'abord**

Créée en 2012 par Kondô Hiroko, cette cantine solidaire a fait de nombreux émules dans le pays.



Selon l'Asahi Shimbun, il y avait 316 "Kodomo shokudô" dans l'archipel en 2016.

Jérémie Souteyrat pour Zoom Japon

Dans l'arrondissement d'Ôta, situé non loin de l'aéroport de Haneda, Kondô Hiroko, 59 ans, attend les enfants, qui viennent normalement en groupe dans sa cantine vers 17h30, après la fermeture de l'école primaire. *"C'est étrange qu'ils ne soient pas encore arrivés"*, dit-elle. *"Mais tu sais que c'est le premier jour des vacances d'été, ils sont peut-être déjà partis de Tôkyô"*, rappelle une des trois bénévoles qui s'affairent dans la cuisine pour préparer le repas du jour. *"Mais bon, d'habitude ils arrivent en masse à cette heure-là, tu penses vraiment qu'ils sont tous partis en vacances ?"* rétorque Kondô, dubitative.

Dans ce petit magasin baptisé *Kimagure Yaoya Dandan* [Epicerie capricieuse Dandan] et géré par Kondô Hiroko, ils accueillent chaque jeudi soir essentiellement des enfants en bas d'âge et leurs mères à partir de 17h30. Le repas, préparé par les bénévoles qui sont, elles aussi, les mères vivant dans le coin, y est servi quasi gratuitement – 100 yens pour les petits et 500 pour les grands. *"Avant, je travaillais chez un dentiste, et cette expérience m'a donné envie de faire quelque chose pour la santé des gens"*, raconte la patronne de l'épicerie bio. Elle virevolte sans cesse dans ce petit espace d'environ 18 mètres carrés jonchés de cartons de légumes et d'ustensiles qu'elle vend aux clients. Le mur est décoré par une dizaine de tableaux pour enfants. *"C'est un ami artiste qui me les a offerts"*, sourit-elle, les yeux encerclés par des lunettes fines et un foulard sur la tête. Le mot "Dandan", Kondô Hiroko l'a tiré du dialecte de sa région natale, Izumo, à l'ouest de l'archipel (voir pp. 26-29). *"Cela veut dire "merci", chez nous. Merci qui ? Bon je ne sais pas vraiment, l'idée m'est venue comme ça"*, dit-elle.

En 2012, un professeur d'une école primaire du coin est venu discuter avec elle d'un garçon dont la mère souffrait d'un trouble mental et qui n'était donc pas en mesure de le nourrir correctement. *"Il m'a dit que l'enfant ne mangeait que des bananes chez lui"*, se rappelle-t-elle. C'est ainsi qu'elle a eu l'idée de servir des repas équilibrés à un prix abordable pour tout le monde dans son épicerie. Son idée a vu le jour la même année, *"mais c'était trop tard pour le garçon, qui avait été déjà pris en charge par le foyer de l'enfance"*, regrette-t-elle. Le concept, elle le nommera *kodomo shokudô,* voulant dire littéralement "cantine pour enfants". *"Je voulais venir en aide aussi aux parents en difficulté, car il est très difficile d'élever des enfants,* explique Kondô Hiroko, elle aussi mère de trois enfants. *Mais la société ne leur permet pas vraiment de se manifester pour demander de l'aide. C'est pour cela que j'ai ouvert cette cantine."*

A ce jour, un enfant sur sept vit sous le seuil de pauvreté au Japon et ce type de cantine solidaire, dont l'idée a été inventée par Kondô Hiroko, se multiplie à un rythme soutenu à l'échelle nationale. Il est pourtant difficile d'en connaître le nombre exact, car il ne s'agit pas d'une initiative lancée par l'Etat. Toutefois, le quotidien *Asahi Shimbun* en a recensé 319 en 2016. *"Je ne m'attendais pas du tout à ce que cela allait devenir une tendance nationale"*, avoue-t-elle. Elle accueille entre 40 et 50 enfants et adultes chaque jeudi avec une équipe bénévole de huit personnes.

"L'âge des enfants varie de 0 à 15-18 ans, mais on a beaucoup de jeunes mères qui viennent avec leurs petits", explique Kondô Hiroko. Force est de constater que, les inégalités sociales qui ne cessent de croître dans la société frappent surtout les familles monoparentales, essentiellement constituées par des mères et leurs enfants, dont le taux de pauvreté dépasse même les 50 %. *"Je n'ai pas créé cette cantine uniquement pour les petits"*, fait-elle valoir. *"La cantine se veut aussi être le centre d'un réseau d'entraide local dans ce quartier, et mon but est de montrer que, même si on n'a pas d'argent, en s'aidant les uns les autres, on peut toujours s'en sortir."*

Ainsi, des personnes âgées fréquentent aussi Dandan, et parlent avec des petits *"comme s'il s'agissait de leurs petits-enfants"*. Dans ce pays vieillissant, la pauvreté frappe également les personnes ayant plus de 65 ans - le taux de pauvreté frôle les 20% dans cette tranche - et de plus en plus d'entre eux - surtout ceux qui vivent seul - meurent dans la solitude, *kodokushi* [mort dans la solitude] comme on dit dans l'archipel. On en recense 30 000 par an au niveau national. *"Ils se sentent très seuls,* explique Kondô Hiroko. *Mais parler de la solitude à la famille n'aide pas forcément à régler la situation. Ils viennent donc ici et passent du temps avec nous. Comme ça, ils se prennent moins la tête."*

Katagiri Yukako, femme au foyer d'une quarantaine d'années, travaille comme bénévole pour Kondô Hiroko depuis un an. Elle a connu cette initiative par un reportage télé, *"et il se trouvait que j'habite très près"*, rit-elle, pétillante. *"Moi aussi j'ai un garçon et je sais combien il est dur d'élever des enfants. J'ai toujours voulu aider les autres parents, c'est comme ça que je suis venue ici"*, se rappelle-t-elle en découpant des légumes. *"Je pense que c'est une belle initiative, je vois les mamans décompresser et les enfants parler et jouer avec des personnes qu'ils n'ont pas l'occasion de rencontrer à l'école"*, ajoute-t-elle.

Comme elle, la plupart des bénévoles ont connu cette initiative par les médias, qui en parlent régu-

lièrement. Cette visibilité permet également à KONDÔ Hiroko de recevoir des dons. Chaque semaine, elle reçoit ainsi de nombreux colis remplis de légumes et de fruits.
Les garçons de l'école primaire ne viennent toujours pas, mais des mamans commencent à se montrer. Le repas, constitué de quatre ou cinq petits plats équilibrés et de riz, est improvisé chaque jeudi par les bénévoles *"avec des choses qu'on a dans la cantine"* comme dit la responsable des lieux. *"Aujourd'hui, un ami nous a offert une pastèque, on a donc un dessert ce soir !"* lance gaiement KATAGIRI Yukako à une maman. *"Je viens ici presque chaque semaine depuis deux ans"*, confie cette maman qui a amené sa petite fille de quatre ans. *"Mon mari ne rentre que très tard le soir et d'habitude je mange seulement avec ma fille. Mais quand on vient ici, c'est beaucoup plus gai, ma petite l'adore. Elle a appris le mot "Dandan" et elle me répète : "jeudi, on va à Dandan."*
"Parfois, des gens n'aiment pas que les enfants fassent du bruit et courent partout. Mais ici, il n'y a pas de souci", dit une autre, qui est venue avec sa fille de trois ans et demi. Pour elle qui est célibataire, la quasi gratuité de la cantine est un argument très important aussi. *"Et puis, je ne peux pas préparer un repas aussi varié et équilibré chaque soir après le travail !"* poursuit-elle. Ces mamans, les principales clientes du soir, arrivent les unes après les autres et discutent entre elles en riant, tandis que KONDÔ Hiroko et les bénévoles parlent et jouent avec leurs enfants. La petite cantine étant enfin animée par une quinzaine de personnes, l'ambiance est à la fête, on se croirait presque dans un dîner d'une famille nombreuse.

Jérémie Souteyrat pour Zoom Japon



A 59 ans, KONDÔ Hiroko dirige Dandan, une cantine pour enfants qui a fait des émules.

Pour KONDÔ Hiroko qui estime qu'*"il y a encore beaucoup de choses à faire"* pour l'avenir des enfants, la cantine n'est toutefois qu'une activité parmi d'autres. Elle propose ainsi des cours d'anglais et de philosophie, en planifiant beaucoup d'autres choses, à commencer par le club de lecture de livres illustrés. *"Tout ça, ça s'organise d'une manière spontanée. Les cours d'anglais, c'est un ami qui habite dans le coin qui voulait le faire. Et je ne dis jamais non à ce genre de proposition"*, raconte-t-elle. Soudain, un garçon d'une quinzaine d'années ouvre bruyamment la porte et dit: *"Salut, je viens vous aider !"*. Il connaît KONDÔ Hiroko depuis le temps où Dandan n'était qu'une simple épicerie. Il dit vouloir l'aider *"pour lui rendre la pareille"*. Il met donc un tablier et s'installe dans la cuisine. Après le lycée, il envisage de travailler dans le secteur de l'aide sociale. *"Bravo ! Il faut que tu inculques cet état d'esprit à mon fils"*, lance KATAGIRI Yukako au garçon qui rougit un peu de fierté.

YAGISHITA YÛTA

INITIATIVE L'importance de voir grand

L'un des principaux défis que le Japon va devoir relever dans les années à venir concerne la situation précaire des enfants.

La Nippon Foundation (Nippon Zaidan) est une organisation privée à but non lucratif dont la mission est de financer des activités philanthropiques et d'aider le travail humanitaire au Japon et à l'étranger. HANAOKA Hayato, un de ses membres a évoqué avec *Zoom Japon* ses programmes de protection sociale et de l'enfance.

Vous êtes l'un des auteurs du livre *La Pauvreté des enfants peut détruire le Japon* (2016). C'est un titre assez alarmant. De quoi parle cet ouvrage et pourquoi pensez-vous que nous devrions être tellement préoccupés par la pauvreté chez les enfants ?
HANAOKA Hayato : Ce livre concerne principalement les coûts sociaux de la pauvreté infantile. Tout le monde est évidemment préoccupé par les enfants qui vivent dans de mauvaises conditions, mais pour la plupart des gens, cela ne va jamais au-delà d'une réaction émotionnelle. Personne ne connaît vraiment les coûts de cette situation et pourquoi nous devons y remédier. Des pays comme le Royaume-Uni et les États-Unis ont étudié cette question au cours des 20 à 30 dernières années, et il y a quelques années, nous avons décidé de faire le même type d'étude, à un moment où le taux de pauvreté chez les enfants atteignait 16,3% (c'est-à-dire un enfant sur six vivant dans un foyer pauvre). La plupart des gens sont touchés parce qu'ils ont des enfants, mais en même temps ils estiment que c'est le problème des autres. Notre objectif était de montrer que c'est en réalité le problème de tous.
Pour répondre à votre question sur la raison pour laquelle nous devrions être tous concernés, selon notre enquête, la pauvreté des enfants coûtera 2 900 mille milliards de yens au pays. À l'heure actuelle, la population et le marché du travail se rétrécissent. Dans une telle situation, la pauvreté infantile aura un impact négatif énorme sur l'économie japonaise. C'est pourquoi c'est maintenant que nous devons agir.

Jean Derome pour Zoom Japon



HANAOKA Hayato de la Nippon Foundation.

Pouvez-vous être plus précis ?
H. H. : Si vous regardez le niveau scolaire, les enfants issus de familles pauvres ont généralement moins de bonnes notes que les autres. Ceci est particulièrement perceptible chez les collégiens et les lycéens au moment où les élèves s'entraînent à préparer les examens d'entrée difficiles. La plupart des enfants issus de ménages défavorisés (par exemple, les familles monoparentales) ne peuvent pas se permettre de fréquenter les boîtes à concours. En conséquence, ils finissent par aller dans une école moins prestigieuse et souvent n'entrent pas à l'université. Tout cela se reflète dans le genre d'emplois moins rémunérés qu'ils trouvent habituellement après l'obtention de leur diplôme. Lorsque vous vous projetez dans le futur, cela signifie que le

revenu national et les revenus fiscaux vont diminuer dans un avenir pas si lointain.

Je pense que ces personnes auront plus de mal à se marier et à fonder une famille.

H. H. : C'est un problème délicat parce que certaines données montrent que les personnes pauvres se marient plus et ont relativement plus d'enfants. Bien sûr, cela renforce le cycle vicieux, car avec plus d'enfants et moins d'argent à leur consacrer, chaque enfant sera désavantagé par rapport aux enfants issus de familles plus riches.

Le Japon est la troisième puissance économique mondiale et pourtant il a un des taux de pauvreté les plus élevés. Pourquoi donc ?

H. H. : Tout d'abord, le Japon est peut-être la troisième puissance économique, mais le pays n'a pas connu une croissance économique soutenue réelle depuis 30 ans. Deuxièmement, et en conséquence du premier point, les gens reçoivent moins d'argent. Enfin, il y a une disparité croissante entre les employés réguliers et les employés contractuels. Ces derniers ont un salaire moindre sans autres avantages et pour un ménage monoparental c'est une situation particulièrement grave. Dans la plupart des cas, le parent célibataire est une mère divorcée. Les femmes sont aussi moins payées que les hommes. De plus, elles ne reçoivent souvent aucune pension alimentaire en raison de la faiblesse des lois sur le divorce. En général, le parent qui n'en a pas la garde (souvent le mari) devrait contribuer à l'éducation de l'enfant. Malheureusement, cela n'est pas toujours appliqué et la femme ne peut rien faire à ce sujet. Si on considère tous ces éléments, le gouvernement devrait faire davantage pour aider ces familles. Cependant, bien qu'en 2014 il ait ratifié la loi de lutte contre la pauvreté infantile, il y a eu peu d'investissements ont été faits car la plupart des allocations ont été attribuées aux seniors, classe d'âge en pleine croissance.

Récemment, on a beaucoup parlé du phénomène *kodomo shokudô* (cantines pour enfants, voir pp. 11-12). Qu'en pensez-vous ?

H. H. : Ces endroits offrent des repas gratuitement ou pour une somme ridicule. Certains d'entre eux offrent même un espace où les enfants (dont les parents travaillent souvent toute la journée) peuvent étudier ou jouer après l'école. Bien sûr, c'est une bonne chose de voir les gens ordinaires et les associations faire quelque chose pour aider les enfants. Cependant, je ne pense pas que ce soit très efficace. Le problème principal est qu'ils ne sont ouverts qu'une fois par mois, une fois par semaine au plus. Dans de telles conditions, ils ne peuvent guère améliorer la situation des enfants, et encore moins remplir leurs estomacs vides. Si nous voulons vraiment résoudre sérieusement ce problème, nous devons faire plus.

Je pense que vous connaissez Charles McJilton, de Second Harvest Japan (voir pp. 9-10). A son avis, l'un des problèmes du Japon est ce qu'il appelle cette mentalité villageoise. Qu'en pensez-vous ?

H. H. : Il a raison. Le manque de collaboration est un énorme problème dans ce pays. Vous pouvez même le voir au niveau gouvernemental. Par exemple, le ministère de l'Education et celui en charge des Affaires sociales ne partagent aucune information afin de pouvoir traiter les problèmes efficacement. C'est dommage car si les gens ou les organisations mettaient leurs forces ensemble, ils pourraient arriver à de meilleurs résultats.



Jérémie Souteyrat pour Zoom Japon

Les cantines solidaires sont de bonnes initiatives, mais insuffisantes pour régler les problèmes.

Que fait la Nippon Foundation pour s'attaquer à ces problèmes ?

H. H. : Nous ouvrons ce que vous pourriez appeler une version améliorée des cantines pour enfants. Ce projet s'appelle *Daisan ibasho* [Le troisième lieu], car il s'agit d'un lieu complémentaire après le foyer et l'école. Dans l'idéal, il offre quelque chose que ces enfants ne trouvent pas ailleurs. Nous pensons qu'il faut leur apporter un soutien scolaire et un lieu de vie après l'école car lorsqu'ils rentrent chez eux leur maison est vide vu que les parents travaillent. Pour ce faire, nous avons développé *Daisan ibasho* où jusqu'à 20 élèves du primaire peuvent venir cinq jours par semaine (du lundi au vendredi) entre 14h et 21h pour faire leurs devoirs, jouer et avoir un repas. Ces lieux ont un personnel formé appartenant à des associations locales. Notre rôle est de gérer l'aspect financier et organisationnel du projet, c'est-à-dire que nous fournissons l'argent et regroupons tous les partenaires (gouvernements locaux, ONG, entreprises et même les universités dont le travail consiste à évaluer les effets de ce projet). Le premier a été ouvert en novembre dernier à Toda, dans la préfecture de Saitama, au nord de Tôkyô. Un second a ouvert ses portes en juillet à Onomichi, dans la préfecture de Hiroshima. Nous avons déjà conclu des accords pour dix autres centres. Notre objectif est d'en créer une centaine d'ici 2020.

Avez-vous un système de contrôle ?

H. H. : Officiellement, nous n'en avons pas, mais il y en a un. C'est un point crucial parce que nous essayons d'éviter la stigmatisation de la pauvreté qui maintient beaucoup de gens pauvres loin de ces endroits. Donc, sur le papier, nous sommes ouverts à tous, mais pendant les entretiens, nous prenons soin d'évaluer la situation de tous et de ne garder que ceux qui ont le plus besoin de notre aide. En outre, nous obtenons des informations auprès des administrations locales, nous établissons des listes de familles dans le besoin et nous les passons aux associations qui entrent directement en contact avec elles. En dehors de cela, nous visons principalement les enfants de six à neuf ans parce que nous pensons que s'adresser aux plus jeunes enfants est beaucoup plus efficace.

Atteindre ces familles permet d'avoir de meilleurs résultats.

H. H. : Oui, même si nous avons pu constater que leur situation économique est moins bonne que nous attendions. En d'autres termes, soit ils nient leur situation, soit ils la connaissent mais ils ne pensent pas qu'ils ont besoin de notre aide. En fait, même de nombreux responsables locaux ne veulent pas admettre qu'ils ont un problème de pauvreté parce qu'ils ne veulent pas être considérés comme une ville pauvre. Comme vous pouvez le voir, il reste encore beaucoup de problèmes à résoudre.

Propos recueillis par J. D.

EXCLUSION Les SDF aux abonnés absents

A l'approche des Jeux olympiques de 2020, les sans abris sont de plus en plus exclus de la ville.

Il est 16 heures. La température, qui culminait à 35 degrés pendant la journée, commence enfin à baisser. Devant la mairie de l'arrondissement de Shibuya, au cœur de Tôkyô, où l'on entend les chants des premières cigales, une quinzaine de personnes s'affairent autour d'un grand van gris et usé. Les employés de la mairie, joliment habillés, traversent cette petite place à un pas accéléré, sans regarder ces hommes et femmes qui sortent une à une assiettes et casseroles du véhicule. Eux, ils ont entre 40 et 60 ans, les habits fatigués comme le van, leurs fronts trempés de sueur. Rien à voir avec les employés de la mairie, plus jeunes et mondains qu'eux. Eux ? Ils sont en effet membres de l'association caritative Nojiren, qui distribuent chaque samedi des repas gratuits aux sans-abris à Tôkyô. L'un des principes de l'association est que les militants et les SDF préparent le repas ensemble, chose très importante pour eux, car cela leur permet de *"reprendre le rôle et l'estime qu'ils avaient dans la société"*, explique l'un d'entre eux.

Parmi la vingtaine de personnes qui s'apprêtent à accueillir une centaine de SDF, se trouvent d'anciens "résidents" du parc Miyashita, situé à deux pas de la mairie. Il a été fermé par les autorités de l'arrondissement pour y construire un hôtel en vue des Jeux olympiques de 2020. Ceux qui dormaient dans le parc ont donc dû déplacer leurs tentes bleues vers cette place qui constitue donc la jonction entre deux mondes qui se côtoient, mais ne se mélangent pas.

Sur place, les militants et les sans-abris lavent la vaisselle, découpent des légumes, et dressent des tables. Ils évoquent aussi le traditionnel festival d'été (voir *Zoom Japon* n°52, juillet 2015) qui approche. L'ambiance est presque gaie, alors que, la date du 27 mars, jour où la mairie de Shibuya a fermé le parc Miyashita, reste gravée dans les mémoires de tous comme un moment de tristesse. Vers 9h du matin, les autorités ont érigé une clôture avec des palissades de chantier alors que des SDF s'y trouvaient encore. Des dizaines de policiers sont venues ensuite pour les déloger.

L'événement s'est pourtant déroulé sans violence physique, mais un militant, qui dormait avec des SDF dans le parc en signe de contestation contre la maire, a été arrêté pour obstruction à la justice. Les militants, dépêchés sur place, ont négocié avec les autorités afin de trouver un autre endroit pour les sans-abris qui avaient littéralement nulle part où aller. Certains d'entre eux ont fini par s'installer devant la mairie, mais *"on n'a pas réussi à décrocher d'autorisation officielle de la mairie, ils ferment juste les yeux. On ne sait pas jusqu'à quand ces gens pourront rester ici"*, soupire KIMURA Masato, professeur à l'université Takachiho et membre de l'association depuis une quinzaine d'années. "*Pourquoi construire un hôtel de luxe dans un lieu public censé être ouvert à tout le monde ?*" peste SUDÔ Sumiko, une autre membre de Nojiren. L'ironie de l'histoire est que l'expulsion des SDF a eu lieu avant même que la mairie n'obtienne la validation du permis de construire. Le parc servant de refuge en cas de tremblement de terre, personne ne sait ce qu'il va advenir de la sécurité. Pour les associations comme Nojiren, c'est l'énième cas de délocalisation, qui se produit de plus en plus souvent dans la capitale. *"C'est un cas typique de gentrification"*, se lamente SUDÔ. Le parc Meiji, situé à côté du quartier chic d'Aoyama, a été fermé en raison de la construction du grand stade olympique de Tôkyô pour l'été 2020. Les sans-abris qui vivent dans le parc Yoyogi, lui aussi dans le centre-ville, sentent la pression des autorités s'accroître de plus en plus. Concernant cette



Yagishita Yûta pour Zoom Japon

ISHIGAKI Atsuhiko est à la rue depuis plusieurs semaines.

affaire, la réaction de la mairie est catégorique. *"Le parc n'est pas un endroit pour dormir"*, grogne YOSHITAKE Naruhiro, responsable de la gestion des parcs dans l'arrondissement. *"En plus, les SDF laissent leurs affaires dedans et montent des tentes. Je vous rappelle que tout cela est illégal."*

Au grand dam des militants et des sans-abris, la fermeture du parc s'est déroulée dans une indifférence totale - les grands médias n'en ont presque pas parlé et les protestations des associations contre la mairie n'ont guère suscité l'attention. Ce n'est pourtant pas une chose surprenante pour Mélanie Hours, maître de conférences à l'université Toulouse Jean Jaurès et spécialiste des problèmes de pauvreté au Japon. *"Les Japonais ont beaucoup tendance à considérer que si quelqu'un se trouve dans la rue, cela relève pour beaucoup de la responsabilité individuelle"*, note la chercheuse, qui peine pourtant à expliquer pourquoi cette logique du *"si tu es dans la misère, c'est de ta faute"* est si répandue dans le pays. *"Mon hypothèse, c'est qu'il y a un regard nostalgique sur la société des années 1970 et 1980. A l'époque, on considérait qu'il n'y avait plus de pauvreté, et des personnes qui n'arrivaient pas à maintenir un certain niveau de vie étaient tout de suite jugées comme responsables de leur situation"*, estime-t-elle. *"Le discours n'a pas changé alors que l'économie japonaise s'est fragilisée"*.

Il est 18h. L'odeur du curry - le menu du jour - commence à flotter dans l'air. Les légumes et la viande, donnés par un supermarché avec qui l'association travaille, sont plus ou moins cuits. Le soleil qui brûlait cette ville bétonnée tout au long de la journée se couche enfin, et le bleu du ciel devient de plus en plus profond. Dans les derniers rayons du soleil, les sans-abris apparaissent les uns après les autres, et font la queue autour du van pour le repas. A Tôkyô, les statistiques officielles font état d'environ 1 500 SDF, mais les associations humanitaires estiment qu'il y en a au moins trois ou quatre fois plus. Les décomptes officiels étant en effet faits pendant la journée, les sans-abris qui partent ramasser des déchets comme des canettes le jour pour en revendre ne sont pas pris en compte. Comme leurs têtes blanches témoignent, ils ont en moyenne 60 ans. Beaucoup sont des anciens ouvriers du bâtiment qui ont atterri dans la capitale depuis longtemps. Ils gagnaient leur vie avec des travaux journaliers, manne économique des années 1960 et 1970, qui se sont hélas raréfiés. Selon les enquêtes, ils sont très peu diplômés - la majorité d'entre eux ont à peine terminé le collège - et souffrent souvent de troubles psychotiques et de dépression. Parmi eux, ISHIGAKI Atsuhiko, un ancien ouvrier dans le bâtiment de 39 ans, peut paraître donc jeune et en forme, même si son corps est toujours penché à gauche en raison d'un grave accident qu'il a eu dans le passé *"Tu ne veux pas aller t'inscrire à une mairie pour avoir la protection sociale ? Tu es encore jeune, tu pourras relancer ta vie"*, lui lance KIMURA Masato. ISHIGAKI Atsuhiko, originaire d'Okinawa, fait oui de la tête mais en vrai, il *"ne sait pas quoi faire"*. *"Le CDD que j'avais s'est terminé et voilà je suis dans la rue depuis un mois"*, lâche-t-il. L'idée de retourner dans sa région natale - il a sa famille là-bas - lui traverse de temps en temps l'esprit, mais *"je ne veux pas m'embrouiller avec mon frère"*. *"Quand on vit dans la rue, c'est comme si on n'était plus capable de réfléchir et qu'on s'en fichait de sa propre vie. Cela m'arrive de penser à l'avenir et cela me fait peur, car je n'ai rien. Mais que pourrai-je faire vraiment dans cette situation ?"*

A côté de lui, un autre sans abri, qui s'est récemment inscrit à la protection sociale et vit dans un centre d'accueil, se plaint. *"Les gérants du centre, ils ne me laissent que 20 000 yens [150 euros]"*. En effet, la gestion de ces centres est souvent confiée à des sociétés privées en contrat de sous-traitance avec les municipalités, qui se permettent de prélever un pourcentage important sur les allocations - 125 000 yens [950 euros] à Tôkyô - sous prétexte de payer les repas ou le loyer. *"Afin de maximiser leur bénéfice, elles mettent parfois une trentaine de lits superposés dans une chambre de 50 mètres carrés"*, soupire TAKEISHI Akiko, coordinatrice de la branche japonaise de Médecins du monde. Résultat : beaucoup d'entre eux quittent le centre et vivent de nouveau dans la rue. *"Cela constitue un business juteux"*, admet KIMURA Masato. *"L'Etat affirme vouloir éradiquer ces sous-traitants, mais aucune mesure contraignante n'a encore été prise"*, se désole-t-il.

Du côté des SDF, le repas est presque terminé. Ils font la vaisselle dans les bacs en plastique de l'association et repartent pour dormir. Les membres de Nojiren s'apprêtent à se réunir afin de fixer une date pour le festival d'été qui convienne à tous. A côté d'eux, un clochard, encore en train de manger, dit à un autre : *"si tu veux je te laisse un peu de curry, la chaleur de la journée m'a épuisé et je n'ai plus d'appétit"*. L'autre répond : *"Non, il faut que t'avale-tout sinon tu ne pourras plus tenir debout !"*.

Y. Y.



Yagishita Yûta pour Zoom Japon

Le parc Miyashita a été fermé pour la construction d'un hôtel et les SDF qui y vivaient ont été délogés.

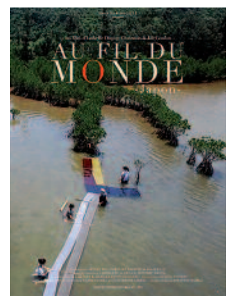


Yagishita Yûta pour Zoom Japon

Les employés municipaux ont vidé le parc des affaires des SDF pour les stocker dans la rue.

TÉLÉVISION Une question d'harmonie

La chaîne Arte a confié à Isabelle Dupuy Chavanat et Jill Coulon, que l'on connaît pour son formidable documentaire *Tu seras sumo* [DVD chez Aloest Productions], la réalisation d'une série en cinq parties intitulée *Au fil du monde* et consacrée à des portraits d'artisans textiles parmi lesquels figure celui d'Akiko la Japonaise. Installée depuis une quarantaine d'années sur l'île d'Iriomote, au sud de l'archipel des Ryûkyû, elle a la particularité de tisser de la fibre de bananier. Elle y a créé un atelier où elle accueille des étudiants qui apprennent comme elle à *"tisser en harmonie avec la nature"*. Les deux auteurs de ce magnifique documentaire, qui permet également de prendre la mesure de la beauté de cette île encore préservée de la civilisation, ont réussi à faire oublier leur caméra, permettant ainsi à cette artisane d'exception de se livrer à la fois sur son parcours atypique, sa vie dans cette région *"qui n'est pas le Japon"* et ses secrets de fabrication pour le moins étonnant. On est aussi touché par son mari Kinsei, personnage attachant et haut en couleurs, sans qui Akiko n'aurait pas atterri à Iriomote. A voir, revoir et enregistrer.



Au fil du monde : Japon
Samedi 30 septembre à 17h20 sur Arte
Les autres parties (Mongolie, Laos, Tibet, Inde) sont diffusées le même jour à partir de 13h05.

EXPOSITION My Vision of Japan

Le travail photographique de Francesco Serafini porte depuis de nombreuses années sur le Japon et plus particulièrement sur sa capitale Tôkyô



qu'il considère comme sa "muse". Il est donc naturel qu'il lui consacre une belle exposition avec des clichés en noir et blanc, car à ses yeux, ils expriment une vérité que la couleur peut travestir.
A ne pas manquer si vous vous rendez à Bruxelles. Jusqu'au 11 octobre.

PointCulture ULB Ixelles
Bâtiment U - Av. P. Héger, 1050 Bruxelles
Tél. 02 737 19 61
Du mardi au samedi de 11h à 18h30.
Entrée libre.

PUBLICATION Rendez-vous avec "l'autre Japon"

Pour son numéro 14 (automne 2017/hiver 2018), le mook *6Mois* consacre trois magnifiques reportages au Japon. Des femmes de yakuzas au troisième âge, en passant par un émouvant passage dans la ville de Sôma, à proximité de Fukushima, signé par notre collaborateur Jérémie Souteyrat, le magazine vous en met plein les yeux avec en plus quelques réflexions pertinentes.

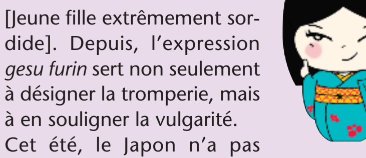


En kiosque et en librairie. 25,50 €

NIHONGOTHÈQUE

Gesu furin

Le terme *furin* qui signifie "adultère" n'est pas nouveau. Comme dans beaucoup de pays, les histoires extraconjugales des célébrités remplissent souvent le vide des magazines et des émissions people au Japon. Mais, aujourd'hui, on en abuse quelque peu. Depuis 2016, le mot est régulièrement accompagné d'un autre terme : *gesu*. A l'origine, *gesu* désigne les personnes au plus bas de l'ancienne échelle sociale. Déjà à l'ère Heian (798-1185), Dame Sei Shonagon l'utilisait dans son ouvrage *Notes de chevet* [éd. Gallimard] pour évoquer ses domestiques, mais ce n'est pas le cas au XXIe siècle.
L'association des mots *gesu* et *furin*, littéralement traduit "adultère sordide", a été mise au goût du jour à l'occasion d'un scoop sur la relation cachée entre deux stars et l'infidélité du chanteur du groupe de rock *Gesu no kiwami otome* [Jeune fille extrêmement sordide]. Depuis, l'expression *gesu furin* sert non seulement à désigner la tromperie, mais à en souligner la vulgarité.



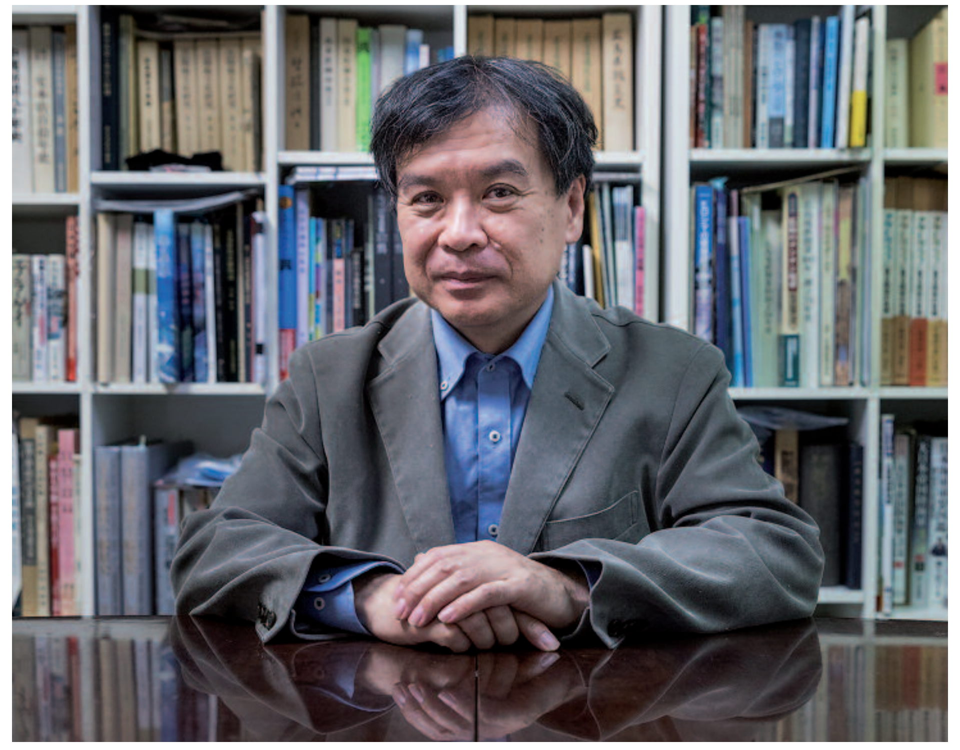
Cet été, le Japon n'a pas échappé à ce genre de scandales. L'adultère de deux députés a fortement été médiatisé. Contrairement à la France qui a vu un maire ayant trahi son épouse en sortant avec une femme mariée devenir le président de la République, au Japon, ce genre d'affaire est synonyme de fin de carrière.
Souvent, afin de calmer la situation, il faut rapidement organiser une *shazai kaiken.* Il s'agit d'une conférence d'excuses télévisée qui décidera de l'avenir des intéressés. Si leur comportement est jugé sincère par le public, notamment sur les réseaux sociaux, les "accusés" ont une chance de poursuivre leurs activités. Mais s'ils répondent : *"Et alors ?"*, autant dire qu'ils sont rayés de la carte. L'opinion publique est plus forte que la loi et la justice. Vu de France, j'ai l'impression que ce genre de mises en cause se multiplie. Il semble que la vie au Japon fasse l'objet d'une surveillance morale redoublée à tel point que je devrais m'excuser pour ma chronique "gesu" visant à critiquer cette nouvelle vertu revisitée. Pas évident.

KOGA RITSUKO

ANIME Coup de maître pour Katabuchi

En salles le 6 septembre, *Dans un recoin de ce monde* confirme l'immense talent du réalisateur. Le film japonais de l'année.

Après six années difficiles, KATABUCHI Sunao a finalement réussi à sortir *Dans un recoin de ce monde (Kono sekai no katasumi ni)*. Outre les excellentes critiques et l'engouement du public, le film a été nommé meilleur film de l'année par le magazine *Kinema Junpô*, équivalent des *Cahiers du Cinéma* et a obtenu, en juin, le Prix du jury au Festival international du film d'animation d'Annecy.


KATABUCHI Sunao est parvenu à produire son film grâce au financement participatif.

Jérémie Souteyrat pour Zoom Japon

Pourquoi avez-vous décidé d'adapter au cinéma le manga éponyme de KÔNO Fumiyo ?
KATABUCHI Sunao : Je pense que nous partageons la même approche de l'histoire. KÔNO-san n'enjolive jamais ses histoires, mais cherche à coller à la réalité. Je suppose que ce que j'aime le plus dans cette histoire, c'est qu'elle détaille le quotidien des personnages. Après avoir lu le manga, j'avais la sensation d'avoir rencontré un parent éloigné dont je ne connaissais pas la vie. On sent bien que cette histoire a nécessité beaucoup de recherches. C'est exactement de cette façon que j'aime travailler sur un projet. Lorsque j'ai rencontré KÔNO-san, elle m'a dit que son éditeur lui avait proposé un certain nombre de fins différentes, notamment la fin tragique de l'héroïne Suzu-san, mais elle les a toutes rejetées pour rester fidèle à son idée initiale.

L'une des raisons pour lesquelles vous n'arriviez pas à trouver de financement au début était liée au fait que tout le monde pensait que l'histoire n'était pas assez dramatique.
K. S. : C'est vrai *(rires)*. Lorsque j'ai rencontré KÔNO-san pour la première fois, elle m'a dit : *"Vous êtes l'auteur de* Meiken Lasshi *[Lassie, le célèbre chien, série télévisée de 26 épisodes diffusée en 1996, inédite en France], n'est-ce pas ?"* Elle m'a avoué l'avoir vu quand elle se lançait dans le manga, et qu'elle avait cherché à reproduire la même approche de la vie quotidienne dans son propre travail. En entendant cela, j'ai été convaincu que nous étions sur la même longueur d'onde.

Comment s'est passé le travail avec elle ?
K. S. : Je lui ai écrit pour la première fois au cours de l'été 2010, mais je ne l'ai rencontrée que dix mois plus tard. En attendant, j'ai commencé les travaux de recherche, en vérifiant les lieux qui figurent dans l'histoire. C'est pourquoi, lorsque nous nous sommes finalement rencontrés, j'ai pu lui poser des questions très précises, comme sur l'emplacement exact de la maison de Suzu à Kure. Dès le début, nous avons été efficaces.

La ville de Hiroshima telle qu'elle est présentée dans le film a complètement disparu après le bombardement atomique. Comment avez-vous réussi à recréer le paysage urbain d'avant-guerre ?
K. S. : En dehors du dôme de la bombe, il n'y a qu'un seul bâtiment encore debout après des années de guerre. Cela a donc pris beaucoup de temps et d'efforts. Laissez-moi vous montrer cela (il commence à fouiller dans sa bibliothèque et en tire plusieurs volumes). Ce sont des reproductions d'annuaires téléphoniques de l'époque que j'ai trouvées dans une librairie d'occasion à Hiroshima. Cela donne une idée des boutiques qui existaient alors et de leur emplacement. Mais cela ne suffisait pas, alors nous avons cherché du matériel visuel aux Archives nationales (il continue à fouiller et extrait quelques

tubes en carton). Ce sont des photos aériennes du port de Hiroshima prises par l'armée de l'air japonaise. Celle-là est de 1939 et celle-ci de 1945. Vous pouvez clairement voir la présence de nouveaux chantiers navals construits pendant la guerre pour participer à l'effort de guerre. Cette photo a été prise une semaine avant le largage de la bombe atomique sur Hiroshima. Ensuite, il y a ces croquis que quelqu'un a réalisés à l'époque. Nous avons donc eu beaucoup de chance de trouver autant d'informations. Le problème était de trouver des données sur Kure. A l'époque où c'était un important port militaire, la prise de photos était sévèrement contrôlée. Mais nous avons réussi à en trouver quelques-unes, puis nous avons soigneusement vérifié la position de chaque bâtiment avec d'autres informations que nous avions recueillies. Ce processus s'est poursuivi tout au long de la production du film, même après avoir écrit le scénario.


Jérémie Souteyrat pour Zoom Japon

KATABUCHI Sunao a fait de longues recherches pour coller au plus près de la réalité historique.


Pourquoi la plupart des personnages principaux de vos films sont des femmes ?

K. S. : Cela relève du hasard même si j'attache une attention particulière aux histoires écrites par des femmes, peut-être parce que je suis un homme. Il se peut que les histoires écrites par des hommes sont trop proches de moi pour que je les apprécie vraiment. En revanche, en tant qu'homme, lorsque je lis quelque chose composé par une femme, il se crée une sorte de distance qui me permet de les apprécier davantage.

Le monde de Suzu-san est très différent de celui d'aujourd'hui. La société japonaise a beaucoup évolué depuis la guerre. Pensez-vous que les familles japonaises ont également changé ?

K. S. : Je ne pense pas que la famille en elle-même a changé. C'est le système juridique entourant la famille en tant qu'institution qui a évolué. A l'époque de Suzu, par exemple, les femmes n'avaient pas le droit de vote et ne pouvaient pas vraiment participer à des activités politiques. Elles ne pouvaient même pas s'engager dans l'armée, ce qui était en soi une bonne chose. En d'autres termes, elles étaient victimes de discrimination dans une société dirigée par les hommes. Cependant, je pense qu'au niveau de la cellule familiale, du moins dans certaines d'entre elles, les choses étaient un peu différentes. La société japonaise avait commencé à évoluer à bien des égards avant la guerre, en particulier dans les grandes villes où les familles nucléaires devenaient la norme par rapport aux foyers multigénérationnels dans les campagnes. Malheureusement, la guerre a mis un terme à ces changements sociaux et a imposé un système plus traditionnel et plus conservateur.

Il vous a fallu environ six ans pour finir ce film principalement en raison du manque de fonds. Comment avez-vous vécu cela ?

K. S. : C'était très frustrant parce que les personnes avec qui nous traitions directement étaient en général très sympathiques et aimaient notre projet. Mais lorsqu'elles se tournaient vers leurs entreprises, elles voulaient toujours plus de garanties les assurant du succès de ce film. Ils ont regardé les résultats de *Mai Mai Miracle* (2009) et ont découvert que les recettes n'avaient pas été extraordinaires lors de sa sortie. Ils en ont donc conclu que je ne serais pas capable de faire un film à succès. Ils ont complètement négligé le fait que sur la durée, il avait rapporté assez d'argent. En d'autres termes, le démarrage a été lent, mais le film a gagné en notoriété grâce au bouche-à-oreille. Mais pour les investisseurs peu importe la qualité de l'histoire, ce qu'ils veulent c'est être sûrs qu'il y aura effectivement un public avant même que le film ne soit terminé. Nous avons finalement réussi à produire le film en faisant appel au financement participatif (voir *Zoom Japon* n°66, décembre 2016). *Dans un recoin de ce monde* s'est imposé sur le long cours, grâce encore au bouche-à-oreille. En outre, c'est une histoire qui a attiré un public âgé, c'est-à-dire des personnes qui n'ont pas l'habitude de fréquenter les salles obscures.

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN DEROME

RÉFÉRENCES

Dans un recoin de ce monde (Kono sekai no katasumi ni), de KATABUCHI Sunao avec les voix de NON, HAN Megumi, HOSOYA Yoshimasa, INABA Natsuki. 128 minutes. En salles, le 6 septembre.

RENCONTRE Hirano Keiichirô l'engagé

Le romancier est un observateur avisé de la société. Il n'hésite pas à monter au créneau quand il le juge nécessaire.

Ecrivain et lauréat du prix Akutagawa, l'équivalent du prix Goncourt, HIRANO Keiichirô doit sa solide réputation, notamment à l'extérieur du Japon, à son grand amour des mots, à son souci de la phrase bien écrite et à ses efforts constants pour affiner son style. Bien que la plupart de ses œuvres abordent des sujets où les protagonistes s'interrogent sur leur place dans le monde, HIRANO Keiichirô est aussi un essayiste prolifique qui n'a pas peur de faire valoir son opinion sur les problèmes politiquement sensibles du moment. Zoom Japon l'a récemment rencontré pour évoquer son dernier livre et son regard sur la gestion controversée du pays assurée par le Premier ministre ABE Shinzô.

Votre nouveau livre, *Jiyû no korekara* [L'avenir de la liberté, éd. KK Best Sellers, inédit en français] est paru au mois de juin. Qu'est-ce qui vous a amené à l'écrire ?

HIRANO Keiichirô : Le thème de la "liberté" est une constante dans la plupart de mes romans. C'est un sujet que l'on peut aborder sous des angles tellement différents. Sur le plan politique, par exemple, les gens sont aujourd'hui invités à échanger leur liberté contre plus de sécurité. Cela a donné naissance, ces dernières années, à une sorte de "société sous surveillance" à l'intérieur de laquelle notre espace intime a perdu beaucoup de terrain. Dans ce cadre, la technologie a clairement été utilisée pour nous contrôler et restreindre notre liberté. Dans le même temps, les progrès technologiques nous fournissent une certaine liberté et une sécurité dans la vie quotidienne comme nous n'en avions jamais connu auparavant. Un exemple typique est la conduite autonome [voir *Zoom Japon* n°64, octobre 2016]. Les voitures autonomes nous promettent un avenir avec moins d'embouteillages et d'accidents ; un avenir où nous pourrons voyager ou nous rendre, en toute sécurité, au travail tout en ayant d'autres activités.
Un autre domaine où la technologie a reçu une bénédiction mitigée est celui de l'information. Sur le plan positif, nous disposons désormais d'un accès facile à tout type d'information. Lorsque vous pensez à la littérature, par exemple, le XXe siècle a été dominé par la littérature occidentale, mais aujourd'hui, grâce à Internet, de plus en plus d'écrivains originaires d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie peuvent se faire connaître sur le plan international. L'inconvénient est la surabondance d'information. En outre, Internet fonctionne de manière à affecter réellement nos choix, en donnant la priorité à certaines informations.

Pensez-vous qu'il soit possible de nous protéger de cette intrusion dans notre espace intime ?

H. K. : C'est très difficile parce que les systèmes de surveillance sont fondés sur la technologie et nous avons désormais atteint un stade où nous ne pouvons vivre ou travailler sans technologie. Prenez la loi anti-conspiration que l'administration ABE a récemment fait adopter par la Diète. Jusqu'à présent, selon le droit pénal, une enquête policière débutait après la découverte d'un crime. Mais avec ce texte, le gouvernement japonais a introduit l'idée de "conspiration". C'est un concept très vague et ambigu. En d'autres termes, un groupe de personnes peut désormais être arrêté pour avoir pensé à commettre un crime. Mais comment parvient-on à déterminer cette "conspiration" ? La seule façon consiste entre autres à vérifier les courriels des gens ou de mettre sur écoute leurs téléphones. Je suis donc certain que dans un proche avenir, le gouvernement créera de nouvelles lois pour permettre ce type d'opérations de surveillance par la police. Le mantra habituel que les responsables politiques utilisent pour justifier leur choix est de dire que les gens ordinaires n'ont rien à craindre tant qu'ils ne font rien de mal. Mais il n'en demeure pas moins que toutes ces mesures violent notre vie privée. Pour revenir à votre question sur les moyens de se protéger, je pense que la seule façon est d'arrêter d'utiliser nos smartphones ou encore d'envoyer des courriels. Mais il faut bien reconnaître que, pour la plupart d'entre nous, il est impossible de vivre déconnecté.

Je suppose que nous sommes trop habitués à obtenir tout, rapidement et facilement, en quelques clics.

H. K. : En effet. Je crois que nous sommes devenus paresseux et que nous rechignons à faire des efforts pour obtenir quelque chose. D'autre part, force est de reconnaître qu'Internet peut également être une source utile d'informations indépendantes. Au Japon, par exemple, la presse a été soumise à une constante attaque de la part des autorités depuis plusieurs années. Il suffit de considérer que le Japon a figuré pendant longtemps parmi les dix premiers pays dans le Classement mondial de la liberté de la presse dressé par Reporters sans frontières. Cependant, depuis le retour au pouvoir

RÉFÉRENCES

HIRANO Keiichirô est né en juillet 1975. Influencé par MISHIMA Yukio, MORI Ôgai ou Mircea Eliade, il obtient en 1999 le prix Akutagawa pour *L'Éclipse* (*Nisshoku*, éd. Philippe Picquier). En France, Philippe Picquier a publié *Conte de la première lune* (*Ichigetsu Monogatari*) et *La Dernière Métamorphose* (*Saigo no henshin*). En avril 2017, Actes Sud a fait paraître *Compléter les blancs* (*Kûhaku o mitashi nasai*) dans une traduction de Corinne Atlan qui a aussi traduit ses autres ouvrages.

Jérémie Souteyrat pour Zoom Japon

Hirano Keiichirô n'est pas seulement un romancier de grand talent, il s'intéresse aussi aux sujets politiques et leur consacre des essais.

d'Abe Shinzô en décembre 2012, il pointe désormais à la 72e place et il est le moins bien classé des pays du G7. C'est le fruit notamment du recours à l'autocensure de la part des médias traditionnels qui ont ainsi renoncé à leur indépendance. Dans un tel climat, Internet est utile, car il nous permet d'obtenir des informations alternatives dans la presse étrangère, auprès de journalistes indépendants et grâce au journalisme citoyen.

Il faut aussi noter que le Japon n'est pas le seul pays qui connaît ces attaques contre la liberté de la presse. Selon le classement de Reporters sans frontières, par exemple, on remarque aussi que les États-Unis et la Grande-Bretagne ont perdu des places. Il semble que les gens s'habituent peu à peu à l'idée de perdre leur liberté et leur vie privée au nom de la sécurité.

H. K. : C'est vrai que la notion de prévention devient de plus en plus populaire. Cela est particulièrement compréhensible lorsque la vie des gens est menacée. La médecine préventive, par exemple, repose sur des actions anticipées afin de protéger les personnes contre les maladies. Le même principe est maintenant appliqué à la lutte contre le crime, en raison notamment de la récente vague d'attentats terroristes. Cependant, je suis fortement opposé à cette approche pour plusieurs raisons. Tout d'abord, je doute vraiment que des mesures préventives, comme l'envisage la loi anti-conspiration, puissent effectivement arrêter les terroristes, en particulier ceux qui n'ont aucune affiliation avec des groupes terroristes et qui agissent de leur propre chef. La seule chose que ces lois permettent est l'accroissement des pouvoirs discrétionnaires de la police. En

outre, lorsque vous regardez la loi anti-conspiration, vous vous rendez compte que très peu des 277 “crimes graves” ont effectivement des liens avec le terrorisme et le crime organisé. Parmi eux, par exemple, figurent les sit-ins pour protester contre la construction d'immeubles d'habitations ou encore le piratage musical. En d'autres termes, le véritable risque est que cette loi puisse être mal utilisée et serve des objectifs politiques, comme la mise sous silence de l'opposition. À l'heure actuelle, par exemple, il existe un fort mouvement civil contre les bases militaires américaines à Okinawa. Du point de vue gouvernemental, cette mobilisation va à l’encontre des relations nippo-américaines. En conséquence, de nombreuses personnes ont déjà dit que tôt ou tard, les manifestants seront ciblés dans le cadre du projet de cette loi anti-conspiration.

Récemment, quelqu'un sur Internet ironisait sur la vaste portée de cette loi qui, si elle était appliquée scrupuleusement, pourrait mettre dans l’embarras le gouvernement et les grandes entreprises notamment pour ce qu'ils ont fait avant et après l'accident nucléaire à la centrale de Fukushma Dai-ichi.

H. K. : Cependant, il faut savoir que les politiciens et les entreprises sont exclus du champ d'application de la loi. Seuls les individus et le crime organisé peuvent être poursuivis.

Le plus étonnant cependant concernant le gouvernement ABE, c'est que malgré les scandales et les controverses, il a conservé pendant longtemps un fort crédit auprès de l’opinion publique. Ce n’est que très récemment que sa cote de popularité a commencé à s'effondrer.

H. K. : Tout d'abord, ABE Shinzô a eu la chance d'arriver au pouvoir après la chute du gouvernement tenu par le Parti démocrate (PDJ). En réalité, le PDJ n'était pas si mauvais, mais le fait est que l'électorat en avait une impression négative. Après la défaite du PDJ aux élections de décembre 2012, l'opposition au Parti libéral-démocrate (PLD) d’ABE Shinzô a été quasi inexistante au point de devenir inutile. Une autre raison de la popularité apparente d'ABE est que, jusqu'à présent, les scandales que vous avez mentionnés ont rarement fait l'actualité, car de nombreux journaux et chaînes de télévision craignaient trop d’affronter le gouvernement dirigé par le PLD. Ce n'est pas un hasard si sa récente baisse de popularité s'est produite après que quelques médias ont finalement commencé à s'interroger sur le bien fondé de la politique gouvernementale.



Compléter les blancs (Kûhaku wo mitashi nasai) *paru en 2012 au Japon est le dernier roman de HIRANO Keiichirô publié en France, chez Actes Sud.*

Alors que vous êtes probablement mieux connu comme romancier, vous êtes l’auteur de nombreux essais, y compris des ouvrages sur la Constitution et les discours haineux. A ce propos, que pensez-vous du scandale entourant les soupçons de favoritisme d'ABE envers Moritomo Gakuen ?

H. K. : En apprenant la nouvelle, j'ai été choqué qu'une telle école puisse exister au Japon. Moritomo est directement lié au groupe nationaliste Nippon Kaigi [voir *Zoom Japon* n°67, février 2017] et endoctrine ses élèves avec une sorte d'idéologie anti-chinoise et coréenne qui transpire le discours haineux. Ce type d'éducation est généralement en vogue dans les régimes dictatoriaux d’Amérique latine ou d’Afrique. Je n'aurais jamais cru qu'une telle chose arriverait au Japon au cours de ma vie.

Ailleurs, un scandale d’une telle ampleur se traduirait par la chute du gouvernement.

H. K. : Exactement. Le problème au Japon est que la plupart des gens sont indifférents et apathiques devant les problèmes politiques et sociaux. C'est pourquoi il est très important que les journalistes fassent leur travail en informant les gens et en pointant du doigt les autorités chaque fois qu'il y a un problème. Je suis certain que beaucoup de gens ne comprennent même pas ce que recouvre la loi anti-conspiration. Certes, ce ne sont pas des problèmes simples, il faut donc faire beaucoup d'efforts pour vraiment comprendre ce que les politiciens essaient de faire.

Pensez-vous que les jeunes générations sont en mesure de faire bouger les choses au Japon ?

H. K. : Elles le devraient en tout cas parce que leur vie va être inévitablement affectée. C’est dans leur intérêt de faire mieux. Malheureusement, même les jeunes, vingtenaires ou trentenaires, ne manifestent pas beaucoup leur engagement. En fait, seule une minorité de jeunes politiquement engagés manifeste devant la Diète. Et loin de Tôkyô, la situation est encore pire. La seule solution est de changer le système de telle façon que les jeunes se sentent de nouveau en phase avec les sujets de société.

PROPOS RECUEILLIS PAR J. D.

SUCCÈS Mayo un jour, mayo toujours

Les Japonais en sont fous. La mayonnaise est devenue pour certains un produit indispensable même sur leurs pâtisseries.



C'est en 1925 que la première mayonnaise made in Japan a vu le jour.

DR

Si vous ouvrez le réfrigérateur chez des amis japonais, vous pouvez être à peu près certains d'y trouver, glissé dans la porte, un tube en plastique souple transparent contenant de la mayonnaise. La première mayonnaise mise en vente au Japon l'a été en 1925 par le fondateur de la marque Kewpie, qui l'avait découverte pendant ses études aux États-Unis. Croyant qu'elle était la clef de la corpulence et de l'énergie des Américains, car elle leur permettait de consommer des œufs et de l'huile en quantité, de retour au Japon, il la commercialisa avec deux fois plus d'œufs que la recette normale. Mais les œufs étaient une denrée rare à l'époque et sa mayonnaise fut dès lors considérée comme un produit de luxe. Certains, qui ne connaissaient pas ce produit, ont même cru en voyant sa texture qu'il s'agissait d'une pommade pour les cheveux ! La mayonnaise n'est vraiment devenue populaire qu'après la Seconde Guerre mondiale, dans les années 1960. En cinquante ans, et avec l'évolution de la cuisine japonaise, la consommation de cette sauce a drastiquement augmenté. Aujourd'hui, un Japonais consomme en moyenne 1,5 kg de mayonnaise commerciale par an, bien loin cependant du Russe qui, lui, en ingurgite 5,1 kg. Un œuf de poule sur dix pondu au Japon est destiné à la production de la mayonnaise.

On voit même, depuis une vingtaine d'années, l'émergence d'une catégorie de personnes pour qui l'on a forgé un terme les *mayolâ*, c'est-à-dire de véritables accros à la mayonnaise qui en versent sur tout ce qu'ils mangent, même les pâtisseries ! Sans aller jusqu'à se "droguer à la mayo", il est de coutume aujourd'hui d'en mettre sur certains plats traditionnels et populaires qui n'en prenaient pas autrefois : *omusubi* (boulette de riz), *okonomi-yaki* (galette japonaise à base de choux, nouilles, viande ou poisson), *takoyaki* (boulettes au poulpe), *yakisoba* (nouilles sautées) ou encore *hiyashi chûka* (nouilles froides). Les Occidentaux en restent parfois pantois !

Certains expliquent ce phénomène par le fait que les Japonais trouvent dans la mayonnaise une forte concentration d'*umami*, le goût des acides aminés dont ils ne peuvent se passer, auquel vient s'ajouter la matière grasse qui plaît tant à la jeunesse nippone. Et pour les consommateurs plus soucieux de leur santé, chaque marque propose des gammes de mayonnaise plus "light" avec moitié moins ou moins de 80 % de calories, moins de cholestérol, ou encore sans œuf pour ceux qui y sont allergiques et même avec des œufs de marque… Satisfaire tous les clients n'est pas une entreprise facile !

La mayonnaise japonaise se décline en différentes saveurs : *mentaiko* (œufs de cabillaud pimentés), miso, sauce de soja, sésame, *umeboshi* (prunes salées), *yuzu-koshô* (condiment à base de zestes de yuzu, sel et piment)… Le comble de l'astuce, c'est de l'utiliser comme de la graisse assaisonnée. Elle peut se substituer à l'huile pour les plats sautés, les œufs brouillés ou encore le riz cantonnais et remplacerait même l'huile et les œufs dans la préparation des gâteaux au chocolat… L'imagination des Japonais est vraiment sans limites.

SEKIGUCHI RYÔKO

LA RECETTE DE HARUYO

TORI MAYO
(Poulet à la mayonnaise)



PRÉPARATION

1 - Emincer le poulet.
2 - Laissez macéré dans le sake, le vinaigre, le sel et le poivre pendant au moins 10 minutes.
3 - Dans un bol, mélanger tous les ingrédients pour la sauce.
4 - Essuyer le poulet avec du papier absorbant puis fariner.
5 - Chauffer de l'huile dans une poêle puis cuire le poulet jusqu'à ce qu'il soit bien doré.



6 - Enlever l'excédent d'huile puis ajouter la sauce.
7 - Servir aussitôt.

Astuce : Vous pouvez ajouter des légumes (poivron, oignon, champignon, etc.). Vous pouvez remplacer le poulet par des crevettes.

INGRÉDIENTS (pour 2 personnes)

1 suprême de poulet (environ 250 g)
Sel & poivre
10 ml de sake ou vin blanc
10 ml de vinaigre de riz
Farine
Huile

Pour la sauce
50 g de mayonnaise
10 g de ketchup
5 g de miel
5 ml de jus de citron
5 ml de sauce de soja
10 ml de lait



Johann Fleuri pour Zoom Japon

Sur les îles Oki, on entretient la tradition dès le plus jeune âge.

Shimane, terre natale du sumo

Pour découvrir les racines de cette discipline très populaire, il faut se rendre à l'ouest de l'archipel.

Il est presque 18h30 dans le village de Goka, sur Dogo, la plus grande des îles Oki, dans la préfecture de Shimane [voir *Zoom Japon* n°50, mai 2015]. Là, en plein cœur de la nature luxuriante du géoparc reconnu par l'Unesco, une vingtaine d'enfants âgés de 8 à 16 ans, vêtus du seul *mawashi*, la ceinture traditionnelle du sumo, ont pris place sur le dôjô qui fait face au coucher du soleil. L'ambiance est conviviale et le cadre exceptionnel. Le jour, FUKÛRA Keiichi est pompier sur cette île où il a grandi. Le soir, il est entraîneur de sumos en herbe. Lui-même a commencé la discipline à l'âge de 5 ans. *"A Okinoshima, nous pratiquons tous le sumo dès l'école élémentaire. C'est comme ça depuis toujours, c'est un sport très populaire, surtout dans notre village. On s'entraîne puis on mange ensemble à l'issue de la session. La plupart d'entre nous n'en font pas leur métier. Cela reste un plaisir, un hobby que nous aimons partager. C'est aussi une façon d'apprendre aux enfants le respect, la politesse."* Parfois, ils s'affrontent lors de compétitions. *"J'ai gagné quelques titres lorsque j'étais plus jeune. J'avais arrêté, mais j'ai repris les tournois récemment. C'est une vraie fierté de représenter la communauté"*, sourit-il.

Ce soir-là, les jeunes se préparaient pour le championnat annuel de l'île. Tout le monde peut y participer, sans contrainte d'âge. Dans un bâtiment qui jouxte l'espace d'entraînement des enfants, des jeunes adultes se mettent en tenue pour pratiquer, eux aussi, une fois que les plus jeunes auront terminé. Des parfums délicieux de riz frais, de légumes et de poisson, parviennent aux narines : les familles affairées en cuisine préparent les repas de tous les lutteurs qui partageront leur dîner une fois la séance achevée. Pour l'heure, les enfants saluent puis foncent têtes baissées dans les torses de leurs entraîneurs qui les encouragent à faire les bons gestes, à prendre

les meilleurs appuis sur leurs jambes, à mieux placer leurs bras. Parmi eux, NAKANISHI Kôtaro, 13 ans. *"C'est une discipline difficile, mais cela me plaît,* confie-t-il. *J'aime bien la compétition et je suis vraiment content de participer au championnat. Je serais si fier si je pouvais devenir le n°1 du district."* Parmi ses idoles : *"Le* yokozuna *Kisenosato* [il a accédé à ce grade le plus élevé en janvier dernier. C'est le premier Japonais à atteindre ce niveau depuis 1998, ce qui a constitué un véritable événement] *: il est intègre, il ne change pas, il est fidèle à lui-même."* Mais s'il apprécie la discipline, Kôtaro n'a pas l'ambition d'en faire son métier. *"Le plus important pour moi reste l'entraînement, le temps passé avec les copains. Je n'ai pas envie de devenir professionnel : plus tard, je veux être professeur."*

A Okinoshima, les tournois de sumo déplacent les foules. C'est toujours un rendez-vous très attendu et très apprécié par la population locale. Parallèlement aux championnats organisés tous les ans, un tournoi classique, baptisé *Koten-zumô* ou "sumo ancien" est improvisé lorsqu'il s'agit de célébrer une bonne nouvelle pour l'île. Une façon de remercier les dieux pour la félicité. Le *Koten-zumô* a par exemple été organisé lors de l'ouverture

S'Y RENDRE

Les ports de Shichirui, préfecture de Shimane, et de Sakai Minato, préfecture de Tottori, desservent par bateau les îles Oki.
Au départ de Tôkyô, empruntez le shinkansen jusqu'à Okayama (3h25) puis l'express Yakumo jusqu'à Matsue (2h22). Il y a ensuite 40 mn de bus jusqu'à Shichirui (1 000 yens). Pour Sakai Minato, même trajet jusqu'à Okayama. Empruntez alors l'express Yakumo jusqu'à Yonago (2h09) avant de prendre la ligne Sakai jusqu'au terminus (43 mn).
Le prix de la traversée est à partir de 3 240 yens en ferry. Il est de 6 170 yens par bateau rapide.
Par avion, il n'y a pas de vol direct entre Tôkyô et les îles Oki. Il faut transiter par l'aéroport Itami à Ôsaka. Comptez au total deux heures de vol pour vous rendre de Tôkyô sur l'archipel Oki via Ôsaka grâce à la Japan Airlines. Il vous en coûtera environ 70 000 yens l'aller-retour.

Shimane Museum of Ancient Izumo collection

Natif d'Izumo, Nomi no Sukune est considéré comme le fondateur du sumo.


Johann Fleuri pour Zoom Japon

C'est sur la plage d'Inasa que ce serait déroulé le premier combat de sumo.


Imbe Masataka devant le dôjô du Mizuwakasu.

d'une école, de l'aéroport ou encore lors du remplacement du toit du temple Mizuwakasu, lequel est réalisé tous les 20 ans. Le dernier a eu lieu en 2012, lors de l'inauguration de l'hôpital de l'île. Et le prochain aura lieu en 2020. Ce tournoi cher aux îles Oki est une épreuve physique intense, où les lutteurs s'affrontent en deux manches. Il commence au crépuscule et sacre les vainqueurs le lendemain matin. Toute l'île y participe. Le grand vainqueur remporte le titre d'*ozeki* [champion]. Les quatre meilleurs lutteurs repartent avec les piliers utilisés pour soutenir le toit du ring lors du tournoi. Nagami Osamu, référent national à l'Association japonaise de sumo, les attend toujours avec impatience. Il se souvient de l'édition du 4 novembre 1972 avec émotion. *"Le tournoi avait commencé vers 17h. 300 lutteurs y participaient tandis que 2 000 personnes formaient l'audience. Elles sont restées jusqu'au lendemain 12 h. Alors qu'il a plu une partie de la nuit, personne n'a pensé partir. La lutte a été interrompue quelques instants, puis on a repris. C'était une ambiance incroyable."*

Si les habitants des îles Oki sont si attachés à la pratique de ce sport, c'est aussi parce qu'elle est liée à leur histoire locale. En effet, c'est dans la préfecture de Shimane, dont l'île fait partie, que le sumo puise son origine. Il serait très exactement né à Izumo, ville située sur Honshû, principale île de l'archipel japonais. Berceau du Japon ancien, c'est ici, sur la plage d'Inasa, que le premier combat aurait eu lieu, il y a plus de 1 300 ans. *"Le* Kojiki ["Chronique des faits anciens" compilées au VIIIe siècle] *fait référence au mythe de Takemikazuchi et Takeminakata, deux divinités qui se seraient battus dans une épreuve de force sur cette plage"*, explique Shinagawa Toshihiko, directeur de la planification curative du musée préfectoral du patrimoine d'Izumo, qui jouxte le célèbre sanctuaire, Izumo Taisha. *"Dans un autre ouvrage de la même époque, le* Nihon Shoki [Chroniques du Japon rédigé en 720], *on trouve la référence d'un combat entre deux hommes, Nomi no Sukune, natif d'Izumo, et Taima no Kehaya, alors considéré comme l'homme le plus fort de la région, sous les yeux de l'Empereur. A l'époque, on ne parlait pas de sumo, mais d'un art martial violent et de mise à mort à mains nues. Nomi no Sukune, qui a vaincu Taima no Kehaya, est néanmoins considéré comme le fondateur du sumo."* Depuis 2013, Nomi no Sukune a son propre sanctuaire dans l'enceinte d'Izumo Taisha.

Au Japon, le sumo est plus qu'un sport national, il est étroitement lié à la religion. D'où l'importance du cérémonial qui précède le combat, du sel purificateur jeté sur le dôjô sacré. La lutte est considérée comme une offrande faite aux dieux. Le *yokozuna*, le rang le plus élevé chez les lutteurs est l'équivalent d'un demi-dieu. Le sanctuaire Mizuwakasu possède son propre dôjô permanent. Structuré en trois niveaux, le dôjô permet *"d'être plus près des dieux qui accordent ainsi leur protection"*, explique le *gûji* [prêtre en chef], Imbe Masataka. *"La tradition de la pratique du sumo dans les sanctuaires existe depuis plus de 800 ans au Japon."* A l'époque, on ne parlait pas encore de *yokozuna* mais d'*ozeki*, le champion. Venaient ensuite le *sekiwake* et le *komusubi*, des distinctions que l'on utilise encore dans le *Koten-zumô* des îles Oki.

Le terme "sumo" ne serait apparu que plusieurs siècles plus tard dans une autre édition du *Nihon Shoki,* aux alentours du Ve siècle. *"Cela reste du domaine de l'interprétation, mais il semblerait que ce sont bien dans ces chroniques que le mot serait apparu la première fois. L'Empereur avait voulu mettre à l'épreuve des artisans qui se disaient impertur-*



Johann Fleuri pour Zoom Japon

L'impressionnante corde torsadée d'Izumo Taisha, l'un des plus anciens sanctuaires du pays, rappelle le lien intime entre le sumo et la religion shintoïste.

bables lorsqu'ils travaillaient. Pour tenter de les perturber, il a remplacé les lutteurs par des femmes nues auxquelles il a demandé de s'affronter. Surpris, les artisans ont effectivement été distraits dans leurs tâches et auraient ainsi abîmé ce qu'ils étaient en train de fabriquer." Ironie du sort, les femmes sont depuis toujours interdites de dôjô. *"Oui c'est un débat actuel au Japon. Elles sont de plus en plus nombreuses à s'entraîner, mais elles ne sont pas autorisées à entrer sur le dôjô, car les femmes sont jugées impures. Pour que cela change, il faudrait que les lutteurs eux-mêmes demandent que les femmes soient autorisées à pénétrer sur le dôjô, sans cela, je vois mal comment la situation pourra évoluer."*

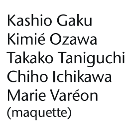
Autrefois, les lutteurs étaient essentiellement des domestiques qui appartenaient à un domaine et à qui le seigneur demandait de combattre, essentiellement pour son bon plaisir. *"Du fait de ce statut, les lutteurs pouvaient jouir d'un logement et d'un faible salaire qu'il pouvait augmenter de primes lorsqu'ils remportaient des tournois."* De nombreuses estampes font d'ailleurs référence à ces combats de sumos, organisés pour les seigneurs, comme ODA Nobunaga. *"A l'époque médiévale, le sumo était pratiqué en même temps que le* bugaku *(danse ancienne) ou la danse des lions (tradition locale de la préfecture de Shimane). On peut donc en conclure que le sumo était alors considéré comme un art."*

Dans le Japon ancien, *"il n'y avait pas encore de critères clairs ou de règles comme cela existe aujourd'hui pour devenir yokozuna. C'était un honneur accordé à un lutteur d'exception, on ne sait pas vraiment qui fut le premier"*, reconnaît SHINAGAWA Toshihiko. Ce n'est qu'à la fin du XIXe siècle que JINMAKU Kyûgorô (1829-1903), seul *yokozuna* originaire de la préfecture de Shimane, a suggéré le système actuel de comptage des lutteurs. Aujourd'hui encore, le Japon reconnaît Shimane comme la région qui a permis la naissance de cette discipline. Ainsi, l'épaisse corde torsadée qui compose la ceinture du *yokozuna* est une *"référence à la corde qui orne l'entrée du sanctuaire d'Izumo Ôyashiro, plus connu sous le nom d'Izumo Taisha, l'un des plus anciens sanctuaires du Japon".*

JOHANN FLEURI

ZOOM JAPON

Zoom Japon est publié par les éditions Ilyfunet
12 rue de Nancy
75010 Paris, France
Tel: +33 (0)1 4700 1133
Fax: +33 (0)1 4700 4428
www.zoomjapon.info
courrier@zoomjapon.info
Dépôt légal : à parution



ISSN : 2108-4483
Imprimé en France

Responsable de la publication : Dan Béraud
Responsable de la publicité : Yoshiyuki Takachi

Ont participé à ce numéro :
Odaira Namihei
Gabriel Bernard
Ritsuko Koga
Eric Rechsteiner
Jérémie Souteyrat
Jean Derome
Yagishita Yûta
Ryôko Sekiguchi
Johann Fleuri
Maeda Haruyo
Hirai Michiko
Ohmi Shun
Kashio Gaku
Kimié Ozawa
Takako Taniguchi
Chiho Ichikawa
Marie Varéon (maquette)

emplois

La chaine TV japonaise TBS / MBS à Paris recherche **un(e) nouveau (elle) collaborateur (trice)**

Mission : reportage sur l'actualité, recherche d'informations et interprète

- Langue maternelle française ou japonaise
- Habiter en région parisienne
- Niveau d'études : diplôme universitaire
- Parlant anglais et japonais, bon niveau (business)
- CDD 1 an (possibilité de prolonger le contrat)
- Permis voiture de préférence

Envoyez un CV et LM en français et japonais à paris@mbs.co.jp




Aoi Clothing recrute
www.aoiclothing.com

Dans le cadre de son développement, Aoi Clothing, maison de création franco-japonaise recherche de nouveaux talents :

- Responsable boutique textile et artisanat
- Responsable boutique épicerie / commis de cuisine
- Vendeur(e) exposition
- Secrétaire / assistant(e) de direction
- Chauffeur(e) poids-lourd manutentionnaire

Veuillez nous contacter par email recrut@aoiclothing.com en incluant CV et lettre de motivation.

● **La Maison de la culture du Japon** recrute un(e) chargé(e) d'études japonaises et échanges intellectuels Mission : gestion des programmes de subvention, mise en œuvre de colloques, séminaires et conférences Maîtrise du français et du japonais. Bonne connaissance de l'anglais nécessaire Niveau Bac+ 3 ou plus, expérience professionnelle de 2 ans minimum Permis de travail exigé pour les ressortissants hors UE Envoyer curriculum vitae et lettre de motivation en français et en japonais à l'adresse suivante avant le 15 septembre 2017 : recrutement@mcjp.fr
Pour plus de détail, veuillez consulter :
www.mcjp.fr/http://www.mcjp.fr/fr/la-mcjp/la-mcjp-recrute

cours

IMOTO SEITAI FRANCE - MÉTHODE JAPONAISE AUTHENTIQUE DE SOINS ET D'EXERCICES D'AJUSTEMENT POSTURAUX
À Paris : Formation à l'année, Cours découverte et Week-ends Séminaire ouverts à toutes et à tous quel que soit son âge et ses objectifs. Centre affilié à l'Institut Imoto Seitai de Tokyo «Honbu Dojo». Soins personnalisés auprès de monsieur Olivier LAHALLE. Retrouvez toutes les informations sur www.imoto-seitai.fr
Contact : info@imoto-seitai.fr / 06 33 48 86 30

● **Calligraphie et sumi-e (dessin à l'encre)** pour tous niveaux www.takeimakiko.com 06 6471 6451

● **Tsunagari Taiko ouvre ses portes** le samedi 9 septembre de 14h à 18h. Entrée libre et gratuite pour faire un atelier et rencontrer les professeurs.
- Cours de tambour japonais (Taiko) enfants accessibles à partir de 5 ans.
- Cours adultes de 14 à 80 ans ou plus selon la forme.
Venez tester !
Cette activité et notre approche sont unique en France. 12 bis rue Froment, 75011, Paris
www.tsunagari-taiko-center.com

● **Ateliers DESSIN-MANGA** Réalise ton propre manga ! stages intensifs pendant les vacances scolaires. 210€ttc (matériel compris). Attention places limitées. Informations et inscription sur
www.espacejapon.com

divers

● **Japan Collection.fr** est une plateforme de réservation de services de haute qualité professionnelle effectués par des prestataires japonais en France. Cette plateforme propose les services suivants:Culture (Cérémonie du thé et Kimono)/Traductions/Cours variés/Esthétique/Autres services à la japonaise. Choisissez les services par vous-mêmes qui correspondent à vos besoins et vous les payez directement en ligne sur le site:
https://japancollection.fr/



Japan Rail Pass
Vente de JR pass par internet
www.jr-pass.fr

événements

Brasseries de saké de Tosa se réunissent à Paris
Préfecture de Kôchi
Dégustation de saké de Tosa

TOSA NAKAMA SAKE JAPAN

Galeries Gourmandes
2 Place de la Porte Maillot, Palais des Congrès, 75017
(au 1er sous-sol)
11:00-19:00
Ven. 15 sept.
Présentation de produits par 7 brasseries de saké
Sam. 16 sept.
Produit à base de Yuzu offert aux 150 premiers visiteurs! Plus d'info : Facebook MOG MOG JAPON

Maison de la culture du Japon - Kunitoraya
12:00-18:00
Sam. 16 sept.
Présentation de produits par 7 brasseries de saké
*La dégustation prendra fin lorsque le stock de saké sera épuisé.

Euro Japan Crossing
Organisé par Préfecture de Kôchi / Kôchi Prefectural Trade Association

● **Exposition ARCHITECTURES JAPONAISES A PARIS, 1867-2017**
Cette exposition revient sur un siècle et demi d'échanges architecturaux entre le Japon et la France. Jusqu'au 8 octobre 2017. Pavillon de l'Arsenal, 21 Boulevard Morland, Paris 4ème. Entrée libre.
www.pavillon-arsenal.com

● **A la rencontre de NHK World TV**
Projection de quatre documentaires récents produits par NHK World TV.

Jeudi 26/10 :
19h : ***Water, not weapons: thegreening of Afghanistan.*** Sur les traces d'un médecin japonais qui se lance dans la construction de canaux d'irrigation en Afghanistan.
20h45 : ***Last doctor standing.*** L'histoire d'un directeur d'hopital à Fukushima.

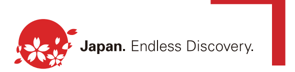
vendredi 27/10
19h : ***A tale of love and honor.*** Un documentaire sur des femmes qui ont choisi de vivre à Gion, le quartier des geisha à Kyoto.
20h45 ***Bacchan : Granny's table.*** L'histoire émouvante de NAKAMOTO Chikako qui offre chez elle des repas chauds aux jeunes en difficulté.

A la Maison de la Culture du Japon à Paris entrée libre sur réservation à partir du 26 septembre sur www.mcjp.fr





Office National du Tourisme Japonais



Jeux Concours

Photos / vidéos sur le Japon

De beaux cadeaux à gagner

Publiez et Votez !

https://cp.tourisme-japon.fr/

Jeu concours

Découvrez mon Japon à moi !



Jeu concours

Je vote pour le Japon qui m'attire



Photos à titre d'illustration seulement.

Du jeudi 7 septembre à 10h au jeudi 2 novembre 2017 à 10h







AROUND JAPAN

L'automne au cœur de Mère Nature

Samedi **23** septembre à **20h10**

Un voyage dans le sud de Hokkaïdo

Samedi **30** septembre à **20h10**

Temps idéal à **Hokkaïdo**

La fraîcheur du vent en fait la saison parfaite pour explorer et goûter. Pédalez à travers la grande île du nord du Japon, dans une nature épanouie.





NHK WORLD TV est une chaîne en anglais disponible sur:



canal 473



canal 244



canal 680



canal 270 (ADSL)
canal 450 (Fibre)



canal 732

En direct sur le web et l'appli gratuite:
nhk.jp/nhkworld

